



## **Actes du Colloque**

### **« Les Compagnons de la Libération du Rhône »**

**Préfecture de Lyon, 16 octobre 2019**

**\***

#### **Introduction**

Le préfet du Rhône, préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, M. Pascal Mailhos, s'est toujours montré soucieux de perpétuer le souvenir de l'épopée de la France libre, et singulièrement des Compagnons de la Libération. En 2013, alors préfet de Côte d'Or, préfet de la région Bourgogne, il avait favorablement accueilli la suggestion de François Broche, alors président de l'AFCL, d'organiser à Dijon un colloque sur les Compagnons bourguignons. En 2019, il a demandé à l'AFCL d'organiser un colloque sur les Compagnons du Rhône, qui a eu lieu le 21 octobre en la Préfecture. Le matin, quatre historiens se sont succédé : Jean-François

Muracciole (« Regard sur les Compagnons du Rhône »), Christine Levisse-Touzé (« Jean Moulin et la Délégation générale »), Robert Belot (« Henri Frenay et ceux de Combat ») et François Broche (« Les Compagnons et la libération de Lyon »). L'après-midi, quatre descendants de Compagnons ont évoqué l'action et la mémoire de Jean-Pierre Levy, André Devigny, André Bollier et Louis Armand. Les deux modérateurs de ce colloque (les historiens Jean-François Muracciole et Henri Weill) ont souligné l'intérêt des diverses communications, qui ont suscité de nombreuses questions des assistants, au premier rang desquels se trouvaient Jean-Paul Neuville, président de l'AFCL, le préfet Pascal Mailhos, qui a introduit le colloque et qui l'a conclu.

\*

**Allocution de M. Pascal Mailhos**

**Préfet de la Région Auvergne/Rhône-Alpes**

**Préfet du Rhône**



© Céline Vautey

Monsieur le Président de l'Association des Familles de Compagnon de la Libération,

Mesdames et Messieurs les responsables d'associations patriotiques et d'anciens combattants,

Mesdames et Messieurs,

Le Colloque qui s'ouvre va résonner des pas de la gloire. Au vacarme des luttes, des pièges, des combats, ces salons vont apporter l'écho des têtes hautes et des fronts relevés.

Nous avons rendez-vous aujourd'hui avec ce que la France a produit de meilleur, car c'est des Compagnons de la Libération que nous allons parler. Avec ce Colloque, et dans les salons de la République, c'est à une journée de grandeur que vous avez été conviés. Je vous remercie d'y avoir répondu présent pour que nous puissions la vivre, ensemble.

Je disais le mot de « gloire », car c'est bien ce dont il est question quand

on parle des Compagnons de la Libération. C'est la gloire de ceux qui, dès les premières lueurs de la Résistance, alors que les cœurs autour d'eux cherchaient encore le vieux maréchal, ont décidé soudainement, presque par abandon, de livrer leur vie au destin. Frères de l'aurore, volontaires du point du jour, ces hommes et ces femmes se sont engagés à la première heure, comme une évidence, aux côtés du général de Gaulle.

Cette gloire dont je parle est la leur. C'est celle du Prince Amilakvari combattant dans les sables d'El Tahag. C'est celle du Père Savey qui conduit les troupes françaises libres contre l'armée de Mussolini lors de la prise de Massaoua, en Erythrée.

Cette gloire est celle des Montagnards d'Yves Farge qui ont gravi les cimes de Vassieux-en-Vercors pour porter la Résistance. C'est celle aussi du sous-marin Rubis et de son lieutenant de vaisseau Cabanier qui, pour mieux tromper l'ennemi, s'enfoncent dans les eaux froides et profondes des combats clandestins.

De ces batailles ils sont sortis triomphants. Nous leur devons notre salut. Le Général le savait déjà, il y a soixante-dix-neuf ans presque jour pour jour, quand il a voulu fonder l'ordre à Brazzaville, au sein de la France libre. Chacun des Compagnons, en se battant pour la France, a apporté sa pierre à l'œuvre de Libération. Chacun d'eux, en servant la patrie, a porté la victoire, comme le dit fidèlement leur devise : *Patriam servando, Victoriam tulit.*

Mais nous ne devons pas seulement aux Compagnons la Libération de notre pays. La victoire qu'ils ont portée n'est pas une simple victoire militaire. Nous leur devons bien plus : la sauvegarde de notre honneur. Car leur combat ne servait qu'une seule cause : la France. Non pas son territoire, mais sa destinée. Pour la France, ils ont tout mis de côté. Pour la France, ils ont tout sacrifié. Ils ont su incarner les valeurs de la République, qui tout à la fois nous nourrissent et nous dépassent.

De la liberté ils sont l'étendard invincible : une liberté totale, farouche, intrépide. Une liberté qui ne tolère pas la trahison.

De l'égalité il n'y a pas plus bel exemple, eux qui de toutes conditions, de toutes confessions ont su ne faire qu'un, et qu'un seul, dans le combat.

De fraternité, enfin, leur destin est rempli ; le nom même de « Compagnon » veut dire le lien qui les réunissait. Il y avait là, dans ce compagnonnage, dans cette camaraderie de destin, comme le disait André Malraux en récitant la Résistance, « *l'accent invisible de la fraternité* ».

Leur ruban symbolise bien cet attachement à nos valeurs. Au fond noir du deuil, le soupir des morts au combat, c'est le vert qui l'emporte, celui de l'espérance, de la confiance en l'avenir. Celui de la conviction éternelle que la France ne peut pas mourir.

Écoutons ce que Pierre Brossolette disait des « *Compagnons de la même Libération* » : « Ce qu'ils étaient hier, ils ne se le demandent point l'un à l'autre. Sous la Croix de Lorraine, le socialiste d'hier ne demande pas au camarade qui tombe s'il était Croix-de-Feu. Dans l'argile fraternelle du terroir, d'Estienne d'Orves et Péri ne se demandent point si l'un était hier royaliste et l'autre communiste. [...] Des houles de l'Arctique à celles du désert, des ossuaires de France aux cimetières des sables, la seule foi qu'ils confessent, c'est leur foi dans la France écartelée mais unanime »

Pour la Libération de notre pays et pour la préservation de son honneur, chacun de ces 1038 hommes et femmes, des cinq communes et des 18 unités faits Compagnon mérite notre reconnaissance. Ils sont à l'image de la France, de ses valeurs et de sa diversité. J'aurais aimé que nous puissions les honorer tous. Il a toutefois fallu aujourd'hui ne retenir que quelques visages, quelques figures de ces glorieux combattants. Nous nous sommes concentrés, pour ce Colloque, sur les Compagnons de la Libération qui ont œuvré dans le Rhône – et je veux saluer et remercier l'Association des Familles de Compagnon de la Libération, qui a porté avec nous cette journée.

Parce qu'il y a eu beaucoup de Compagnons à Lyon – qui était alors la capitale clandestine de la Résistance –, nous avons choisi de réduire notre focale, d'en sélectionner quelques-uns, connus ou moins connus. Il ne faut

pas y voir un classement : l'ordre de la Libération a horreur des hiérarchies, puisqu'un seul titre, un seul grade le constitue. Ne l'oublions pas : on n'est jamais dernier, on est toujours premier quand on est Compagnon.

Je remercie ainsi les historiens de grand talent – Jean-François Muracciole, Christine Levisse-Touzé, Robert Belot, Raphaël Spina, François Broche –, venus évoquer ce matin, entre autres, les destinées d'Yves Farge, du général Brosset, de Jean Moulin. Mais parce que leur vie les dépasse, les Compagnons nous parlent aussi par la façon qu'ils ont eu de passer le relais. De continuer le combat. De transmettre la flamme après l'avoir tant préservée.

C'est pourquoi après le temps du déjeuner, l'après-midi sera consacrée à la transmission de la mémoire des Compagnons. Je remercie les descendants d'André Bollier, de Jean-Pierre Lévy, d'André Devigny, de Louis Armand d'avoir accepté de venir témoigner non seulement de la vie de leur illustre aïeul, mais aussi du passage de témoin, et de leur volonté d'en recevoir l'héritage. Dans ces deux temps – le récit historique de figures exemplaires, le témoignage vécu du souvenir qu'on partage –, il y a le balancement de notre mémoire, et il y a, je l'espère, toute la richesse du Colloque d'aujourd'hui.

Mesdames, messieurs,

Aujourd'hui, dans le silence des plus grands nous allons inscrire nos voix. Modestement, comme pour mieux connaître les Compagnons, comme pour mieux les méditer.

Dans un monde bousculé par des défis nouveaux, et où l'on s'interroge sur le sens de l'engagement, ce temps d'histoire et de mémoire est je crois nécessaire. Je ne veux pas dire par là que les Compagnons seraient des modèles, ou des exemples – comme s'ils ne devaient servir que d'illustration. Ils ne sont pas non plus une règle de vie – comme s'ils souffraient l'exception. Car ils sont bien plutôt un repère, un cap, une boussole. Ce n'est pas dans leur parcours mais dans leur trajet qu'ils doivent nous inspirer. Les Compagnons de la Libération sont tout à la fois

une promesse et un départ. Ils nous indiquent non pas le chemin, mais la façon de le suivre.

C'est le sens de ce Colloque : parler des Compagnons de la Libération, pour nous en servir non seulement d'inspiration, mais surtout de respiration. Comme l'expliquait Pierre Brossolette, à Londres, pour le troisième anniversaire de l'appel du Général, ce que les Compagnons attendent de nous « *ce n'est pas de les plaindre, mais de les continuer.* » Ce qu'ils veulent, « *ce n'est pas un regret, mais un serment. Ce n'est pas un sanglot, mais un élan* ».

Que ce Colloque puisse être cet élan, cette promesse, ce serment.

\*

## **Présentation**

**Henri Weill**



Henri Weill, journaliste, rédacteur en chef de *La Cohorte*, magazine de la SMLH, et historien, auteur des *Compagnons de la Libération, résister à 20 ans* (Privat, 2006) et des *Compagnons de la Libération de la 13e DBLE* (Mareuil éditions 2020)

Merci pour votre accueil Monsieur le Préfet et je sais pour vous avoir entendu à Toulouse, combien l'histoire contemporaine, combien les Compagnons de la Libération comptent pour vous. Ce colloque se déroule à votre initiative et à celle de l'Association des familles de Compagnon de la Libération.

Le Rhône a vu naître 18 Compagnons de la Libération. Militaires engagés dans la Résistance extérieure, les Forces françaises libres, militaires engagés dans la Résistance, civils des mouvements de Résistance, ils ont des âges différents, des profils qui le sont tout autant. Ce qui les relie, c'est d'avoir, de leur vivant ou à titre posthume, obtenu la croix de la Libération. C'est pour honorer ces hommes et ces femmes qui l'ont très tôt rejoint, et ce, individuellement, ces hommes et ces femmes qui se sont



signalés dans « l'œuvre de libération de la France et de son Empire » que le général de Gaulle a créé l'Ordre de la Libération (pour reprendre les termes précis de l'ordonnance n°7 du 16 novembre 1940). Il ne disposait pas de la Légion d'honneur

Dans la réflexion qui précéda ce choix, l'idée émergea d'opter pour un « Ordre de la Délivrance » arboré par des « Croisés de la Délivrance ». Mais très vite l'idée apparut emphatique et désuète. Ce sera donc « Compagnon de la Libération » qui rappelle les premiers vers de *L'Odyssée*. Les compagnons d'Alexandre le Grand sont, ainsi désignés. Tous ont pour point commun d'avoir affronté, au travers des siècles, la mort avec pour seul bénéfice, l'honneur.

La croix est très sobre. C'est un écu de bronze qui porte un glaive chargé d'une croix de Lorraine. Au revers la devise : *Patriam servando - Victoriam tulit* - « En servant la Patrie, il a remporté la Victoire ». L'ordre est égalitaire, il n'y a qu'un seul et unique grade. Les couleurs du ruban ont été choisies pour exprimer le deuil de la France (noir) et l'espoir (vert). Le 27 janvier 1941, les 5 premiers compagnons sont nommés. Parmi eux, le capitaine de frégate, Georges Thierry d'Argenlieu (décoré de la Légion d'Honneur à 24 ans), supérieur provincial des Carmes, deviendra le premier chancelier de l'ordre. Il le restera 17 ans. L'ordre fut clos le 23 janvier 1946 avec le départ du pouvoir du général de Gaulle qui en sera le seul et unique grand-maître. Il fut réouvert, à titre tout à fait exceptionnel, en 1958 pour admettre Sir Winston Churchill et en 1960 pour le roi George VI (à titre posthume).

L'Ordre a compté 1032 hommes et 6 femmes seulement. 5 villes (Nantes, Grenoble, Paris, Vassieux-en-Vercors et l'Île de Sein) et 18 unités militaires. 75 % de ces titulaires de la croix de la Libération sont des combattants et résistants de 1940. 91% se sont engagés avant 1942. Deux tiers ont porté l'uniforme des FFL, un tiers de la Résistance intérieure.

\*

## Jean-François Muracciole



### Regard sur les Compagnons de la Libération

Les Compagnons de la Libération engagés en 1940 forment une population singulière à bien des égards. Précisons qu'on ne considérera ici que les Compagnons français libres, à l'exclusion des combattants de la Résistance intérieure. L'étude se fonde sur un échantillon de 853 Compagnons dont le parcours a pu être reconstitué à partir des archives de l'Ordre de la Libération, d'interviews réalisées dans les années 2000 et de diverses autres sources.

La première singularité est inscrite dans la date de 1940. Dans les rangs de la Résistance intérieure, les engagements sont très rares en 1940 et ils croissent progressivement avec le temps jusqu'à culminer à l'été 1944. La chronologie de l'engagement est exactement inverse chez les Français libres : *grosso modo* le tiers d'entre eux s'engagent dès 1940, proportion encore plus forte chez les Compagnons français libres dont près des trois-quarts s'engagent dès 1940 (contre respectivement 14% en 1941 ; 6% en 1942 et 7% en 1943).

Une seconde singularité tient aux origines géographiques. Quatre viviers se dégagent nettement, rassemblant un peu plus de la moitié de ces Compagnons : Paris et sa région (lieu de résidence de 23% d'entre eux), la

Bretagne (16% ; alors qu'elle ne rassemblait que 6% de la population française de 1939) et, dans une moindre mesure, la Provence (7%) et la Normandie (6%). En revanche des régions très peuplées comme le Nord-Pas-de-Calais et Rhône-Alpes (5% chacune) ou la Lorraine (4%) ne fournissent que des proportions dérisoires de volontaires. Cette géographie très particulière s'explique par des contingences essentiellement matérielles : il est tout simplement beaucoup facile, à l'été 1940, de quitter la France depuis un port breton que depuis l'Alsace occupée.

La singularité la plus forte renvoie au caractère socialement très élitiste des Compagnons : 60% d'entre eux proviennent de catégories sociales supérieures (pères cadres supérieurs, patrons, professions libérales) ; 25% proviennent des classes moyennes (employés, petits patrons, commerçants) ; et une petite minorité (15%) est née dans des milieux populaires (paysans, ouvriers), alors que ces catégories représentaient les deux tiers des Français en 1936. A l'élitisme social répond l'élitisme culturel : à peine un quart des Compagnons engagés en 1940 n'a pas dépassé l'école primaire alors que 18% ont un niveau secondaire et que 56% ont fait des études supérieures. Rappelons qu'en 1939, moins de 7% d'une classe d'âge étaient détenteurs du baccalauréat.

Non moins frappante est l'imprégnation militaire de ces Compagnons. La moitié d'entre eux avaient souscrit un engagement militaire avant la guerre : parmi ces derniers, 60% étaient officiers de carrière, les 40% restant se partageant entre sous-officiers de carrière (22%), soldats engagés (9%) ou simples conscrits (9%). Mieux encore : 15% des Compagnons de 1940 sont saint-cyriens et leur ascendance militaire est prononcée : 21% avaient un père soldat de métier, le plus souvent officier. Cette imprégnation militaire se consolide pendant la guerre (82% des Compagnons engagés en 1940 finissent la guerre à des grades d'officiers) et se prolonge après le conflit : 33% poursuivent la carrière des armes, alors que cette proportion ne dépasse pas 22% pour l'ensemble des Français libres. De cette façon, la singularité sociologique et militaire

prédétermine en partie la qualité de compagnon : comme dans toutes les armées, l'économie morale de la reconnaissance récompense plus volontiers les chefs et les élites que le commun des combattants. Si l'Ordre de la Libération n'avait bien sûr pas vocation à honorer spécifiquement les officiers ni même les militaires, force est de constater que les Croix furent plus généreusement épinglées sur les poitrines des Français libres (les deux tiers des 1038 Croix individuelles) et, parmi ceux-ci, au bénéfice des officiers, presque toujours issus de milieux privilégiés.

En revanche, ces engagements furent payés au prix fort et les taux de perte, chez les Compagnons de 1940, atteignent des sommets effrayants : 25% d'entre eux furent tués au combat (contre 7% pour l'ensemble des Français libres et probablement moins de 4% pour les résistants de l'intérieur) ; 36% furent blessés et 2% torturés et/ou déportés. Soit un taux de perte global de 62% qui est sans égal dans l'histoire militaire française contemporaine (le taux de décès de l'armée française de 14/18 s'établit à 16%). On peut expliquer cette hécatombe par plusieurs facteurs. D'abord la précocité de l'engagement : dans tout conflit, le risque de perte augmente en proportion de la durée d'exposition au danger. Ensuite la position d'officier, souvent à des grades subalternes qui sont les plus exposés lors des deux guerres mondiales. Enfin, la qualité de Compagnon elle-même : l'Ordre récompense par définition les actions les plus brillantes et les plus héroïques, lesquelles impliquent souvent la blessure ou la mort.

Ces considérations conduisent à relativiser le poncif de la « faillite des élites » en 1940 : toutes les élites n'ont pas failli et elles ont payé très cher leur engagement.

\*

## **JEAN MOULIN ET LA DELEGATION GENERALE**

### **Christine Levisse-Touzé**

Présidente du Conseil scientifique du musée de l'Ordre de la Libération,  
Directeur de recherche associé à Sorbonne Universités  
Conservateur général honoraire du patrimoine de la Ville de Paris



Monsieur le Préfet, Monsieur le Président des familles Compagnon, Mesdames et messieurs les organisateurs, soyez respectueusement remerciés pour l'organisation de cette journée d'étude qui contribue à faire connaître l'histoire des Compagnons et des médaillés de la Résistance en région et à contribuer aussi au rayonnement de l'Ordre de la Libération<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Orientation bibliographique pour cette intervention : Jean-Pierre Azéma, *Jean Moulin, le rebelle, le politique, le résistant*, Perrin, 2003 ; François Berriot, *Autour de Jean Moulin*,

En préambule, j'adresse mes remerciements les plus chaleureux à Vladimir Trouplin, conservateur du Musée de l'Ordre de la Libération, et à Lionel Boucher, secrétaire de la Commission nationale de la Médaille de la Résistance française, qui m'ont apporté des éléments précieux d'information puisés dans les dossiers des Compagnons et des médaillés de la Résistance. Ces archives sont essentielles pour une approche au plus près de l'histoire de cette période. Je remercie aussi affectueusement mon amie Isabelle Rivé, directrice du Centre d'histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon, de m'avoir depuis fort longtemps fait profiter de ses travaux sur les lieux de Résistance à Lyon.

**L'angle retenu pour cette intervention** est le fonctionnement de la Délégation générale, sous l'égide de Jean Moulin d'avril 1942 à son arrestation le 21 juin 1943 : secrétariat mis sur pied par Daniel Cordier, recrutement, lieux et sociologie des résistants.

## **L'EQUIPE DE LA DELEGATION GENERALE**

Parachuté dans la nuit du 1er au 2 janvier 1942 avec Raymond Fassin et Hervé Montjaret, Jean Moulin est devenu *Rex*, délégué du général de Gaulle pour la zone Sud, chargé de la coordination des mouvements de zone Sud (Combat, Libération-Sud et Franc-Tireur) et de la séparation des activités paramilitaires de celles de propagande. Muni des ordres du général de Gaulle et d'une lettre manuscrite d'encouragement aux chefs des mouvements, il apporte aussi les dotations financières pour pérenniser l'action des mouvements, ce qui n'est pas rien. Il est le lien entre la France Libre et la Résistance. Au printemps 1942, il s'installe à Lyon, où les principaux mouvements ont installé leurs états-majors ; après Marseille en 1940 - 1941, Lyon est devenue la ville-carrefour de la Résistance, qui est passée de la sphère individuelle à la formation de groupes puis de mouvements. *Rex* y loue une chambre chez Mme Martin au 72 rue de la

---

L'Harmattan 2013 ; Daniel Cordier, *L'Inconnu du Panthéon*, 3 volumes, dont le tome 3 *De Gaulle : capitale de la Résistance, novembre 1940-décembre 1941*, JC Lattès, 1993 ; Jean Moulin, *La République des Catacombes*, Gallimard, Paris, 1999 *Alias Caracalla*, collection Témoins, Gallimard, 2009 ; Christine Levisse-Touzé et Dominique Veillon, *Jean Moulin, Artiste, préfet et résistant*, Tallandier, 2013 ; Laure Moulin, *Jean Moulin*, Les éditions de Paris Max Chaleil, 1999, Thomas Rabino, *L'autre Jean Moulin, L'homme derrière le héros*, Perrin, 2013.

Charité (2e), sous le pseudonyme de « Joseph Mercier, peintre décorateur ».

Il est utile de rappeler que de 1940 à 1942, dans la période pré-Délégation, Jean Moulin s'appuie sur des amis proches. **Antoinette Sachs<sup>2</sup> (1897 - 1983)**, artiste, amie de cœur, parisienne installée depuis juin 1940 dans sa propriété de Beauvallon dans le Gard. Elle est plus qu'une secrétaire faisant office d'assistante : secrétaire, agent de liaison, dactylo : agent P2 du réseau Gilbert du colonel Groussard en 1942. Son action est importante en 1941 auprès de Jean Moulin qui a élu officiellement domicile dans la propriété de famille à Saint-Andiol ; elle se déplace souvent à Marseille avec lui. Son rôle devient plus ténu après l'installation de Jean Moulin à Lyon en avril 1942 à cause des persécutions antisémites dont elle est l'objet ne voulant pas exposer le résistant. Ils se voient pour la dernière fois le 3 avril 1943. En août 1942, alors que se met en place le secrétariat de la Délégation par Daniel Cordier, Antoinette Sasse avec Colette Pons se chargent de l'installation de la galerie Romanin au 22 rue de France à Nice choisi par Jean Moulin car il n'y a pas d'activités résistantes et pour s'assurer une couverture officielle.

Il s'appuie aussi sur **Henri Manhès (1889-1959)** avec lequel il s'est lié d'amitié. Editeur, membre de son équipe au cabinet de Pierre Cot, ministre de l'Air du gouvernement de Front populaire, ce capitaine de réserve de l'armée de l'Air, après une formation, y est admis à servir en situation d'activité. Après avoir commandé les bases de Villacoublay et Saint-Cyr, il est promu commandant en juin 1939, organise la défense de la base et prend en charge l'évacuation du matériel en juin 1940. Démobilisé, il reprend contact avec Jean Moulin encore préfet d'Eure-et-Loir et rejoint le groupe de résistants de Ceux de la Libération formé dès l'été 1940 d'officiers d'aviation et de chars par Maurice Ripoche, industriel. Installé avec sa femme Lucie d'abord à Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes), puis à Bargemon dans le Var secondant Jean Moulin dans l'obtention de faux papiers pour rejoindre Londres. Engagé dans les FFL en avril 1941 sous le pseudonyme de Frédéric Monceau avec le grade de lieutenant-colonel, en

<sup>2</sup> Nom patronymique francisé en Sasse après la guerre.

raison de sa connaissance de l'Espagne acquise en 1936, Manhès sert de guide à Jean Moulin pour traverser la péninsule ibérique en septembre 1941 afin d'assurer le départ de ce dernier en Angleterre. Sous le pseudonyme de *Frédéric*, il devient l'adjoint de Rex en zone Nord pour les liaisons avec les mouvements et la mise sur pied de l'Armée secrète. Il est arrêté le 3 mars 1943<sup>3</sup>.

De retour de Londres, Jean Moulin, chargé de la mission, isolé, Rex est, jusqu'en août 1942, contraint de rédiger à la main ses premiers courriers ; il s'escrime lui-même à coder et décoder les télégrammes, aidé parfois d'Antoinette Sasse. Formé en Angleterre fin 1941, il a adopté comme clef, le numéro de sa chambre à Ringway et une strophe du poème de Tristan Corbière, *La Rapsode foraine* (« *Prends pitié de la fille mère, du petit au bord du chemin... Si quelqu'un leur jette la pierre, que la pierre se change en pain* »). Il y passe du temps n'excellant pas dans cet exercice et doit prendre ses rendez-vous lui-même. Il lui a fallu du temps pour établir les liaisons radio essentielles : Hervé Monjaret (*SifW*) perdu lors de leur parachutage, a eu quelques difficultés à récupérer le poste émetteur et, lorsqu'il peut émettre provisoirement dans le presbytère de Caderousse, près d'Orange, le trafic est en priorité consacré à Raymond Fassin (*Sif*), officier de liaison auprès du mouvement Combat ; à la fin du printemps, grâce à Gérard Brault (*KimW*) d'abord, puis après son arrestation, à Maurice de Cheveigné (*SalmW*), la situation s'améliore. Moulin câble à Passy le 17 avril : « Tout va bien, le moral est excellent ». Il distribue l'argent alloué après avoir effectué le change aux organisations et aux mouvements. « C'était un homme quasiment seul, personne autour de lui, ni courrier, ni garde du corps, ni secrétaire », écrira Daniel Cordier.

Au fil des mois, le fonctionnement de la Délégation, qui sert d'intermédiaire et de relais entre Londres et les mouvements, s'est amélioré mais demeure vulnérable. Jusqu'à l'arrivée de Daniel Cordier fin

---

<sup>3</sup> Archives de l'Ordre de la Libération. Il est déporté à Buchenwald où il agit au sein de la brigade française d'action libératrice dont le but est d'entrer le moment venu en lutte contre les SS. A son retour de déportation, il crée La Fédération nationale des déportés internés résistants patriotes. Compagnon de la Libération par décret du 19 octobre 1945 et médaillé de la Résistance.



juillet 1942, Français Libre, envoyé du BCRA, la Délégation se résume à Jean Moulin, contraint de faire tout. Il s'attache les services de **Daniel Cordier** (*Benjamin* ou *Alain*), âgé de 22 ans peu après son parachutage le 26 juillet 1942, à l'origine destiné à renforcer l'équipe de Georges Bidault, chef de l'agence de presse clandestine qu'il a créée en mai. Rex fait confiance à cet agent du BCRA en dépit de son extrême jeunesse. Le Bureau central de renseignement et d'actions de la France Libre manifeste son mécontentement, car il considère *Alain* comme un excellent instructeur et manque de radios bien entraînés.

Le discours défaitiste de Pétain du 17 juin 1940 incite Daniel Cordier, issu d'une famille de la bourgeoisie catholique monarchiste, à gagner l'Angleterre le 21 juin pour s'engager dans la Légion de Gaule. Un de ses camarades, Yves Guéna, décrit « *quelqu'un d'étonnamment cultivé, spirituel, différent des autres et en qui on sent déjà l'écrivain ou l'artiste qu'il doit devenir* ». Il entre au BCRA et suit l'entraînement dur aux fonctions d'agent secret et d'opérateur radio. Parachuté dans la région de Montluçon le 26 juillet 1942, *Alain* est chargé par Rex d'organiser son secrétariat dénommé la Délégation générale. Il y travaille pendant onze mois, les derniers de Jean Moulin, résistant et demeure auprès de son successeur par intérim, Claude Bouchinet-Serreulles. Après la guerre, Passy en fait son chef de cabinet<sup>4</sup>.

Pour en revenir à son travail d'adjoint de Jean Moulin, il prend le relais de son chef pour coder et décoder ses messages mettre en place un véritable secrétariat et le décharger ainsi des tâches quotidiennes. On est alors loin d'une structure organisée. *Alain*, procède au recrutement des combattants sans uniforme, hommes et femmes d'exception, pour la plupart très jeunes. C'est par hasard que Daniel Cordier<sup>5</sup> rencontre à l'été 1942 **Laure Diebold**, (1915-1965), alias *Mado*, chez les Moret, ses logeurs au 7 rue de

<sup>4</sup> Il devient un galeriste de grand renom dans les années cinquante. Un débat télévisé en 1977 avec Henri Frenay détermine sa voie. Il devient le biographe de Jean Moulin.

<sup>5</sup> Cf. Guy Krivopissko, Christine Levisse-Touzé et Vladimir Trouplin (sous la direction de), *Dans l'Honneur et par la victoire, les Femmes Compagnon de la Libération*, Tallandier, actes du colloque « Les Femmes Compagnon de la Libération, 7 mars 2005 à l'occasion de la journée internationale des Femmes ; intervention de Daniel Cordier « Laure Diebold ».

Philippeville (7<sup>e</sup>). **Née Mustchler**, à Erstein en Alsace, sténo-dactylo, elle participe à un réseau d'évasion de prisonniers mais, repérée, elle gagne Lyon, dissimulée dans un tender de train à la veille de Noël ; elle y retrouve son fiancé **Eugène Diebold** (né en 1912 à Sainte-Marie aux Mines Haut-Rhin), qu'elle épouse. Elle travaille comme agent régulier avec Eugène au réseau Mithridate ; arrêtés puis relâchés, ils passent tous deux dans la clandestinité totale. Elle est alors contactée par Mme Moret, dont l'appartement est le point de rencontre des Alsaciens-Lorrains. Laure accepte de devenir la dactylo de Jean Moulin. Elle entraîne son mari Eugène, employé à la Délégation générale en qualité d'agent de liaison, transportant des plis, courrier, documents, postes et matériels divers<sup>6</sup>.

Devenue **Mado**, elle est affectée comme agent P2 (clandestine et employée à plein temps) avec le grade de lieutenant du BCRA. Après le débarquement du 8 novembre, elle se rend, à la demande de Jean Moulin, chez les Moret, munie de sa lourde Remington. Sous la dictée du Délégué général, elle tape un rapport destiné au général de Gaulle concernant les archives du colonel de Linarès chef d'état-major du général Giraud, qui a rejoint clandestinement l'Afrique du nord pour prendre le commandement en chef des troupes à l'issue du débarquement anglo-américain au Maroc et en Algérie. Resté à Lyon, Jean Moulin propose à Linarès de le faire passer en Angleterre. Ses archives récupérées par Paul Schmidt et Daniel Cordier, révèlent les vellétés de prise de pouvoir du général Giraud. Jean Moulin qui a rédigé un rapport synthétique immédiatement utilisable, veut alerter le général de Gaulle sur les pièges à venir dans la perspective de son arrivée à Alger. La mise en page spéciale de ce document tapé par Mado doit faciliter la lecture du général de Gaulle. En janvier 1943, Laure s'installe dans un bureau près de la place des Terreaux.

---

<sup>6</sup> Archives des médaillés de la Résistance. Arrêté en septembre 1943, emprisonné à Fresnes, torturé, déporté le 30 avril 1944 successivement à Auschwitz, Buchenwald, Flossenbürg, il est libéré le 23 avril 1945 ; Médaillé de la Résistance avec rosette, sur proposition d'Alexandre Parodi, ministre du Travail ; décret du 31 mars 1947. Laure est déportée et faite Compagnon de la Libération le 20 novembre 1944 (elle est l'une des six femmes Compagnon). Tous deux travaillent à la Délégation générale à Paris pour le successeur de Rex, Claude Bouchinet-Serreulles, jusqu'au 23 septembre 1943, date de leur arrestation. Tous deux sont déportés : elle retrouve son mari à l'hôtel Lutétia.

Pendant quelques mois, la Délégation repose sur Daniel Cordier, Laure Diebold et le deuxième agent recruté : **Hugues Limonti** (1921-1988). Né en 1921 à St-Laurent-de-Chamousset (Rhône) de parents employés, il est ouvrier à l'usine Berliet. Membre des Chantiers de la Jeunesse en 1941, ses débuts dans la Résistance consistent en l'hébergement de clandestins, puis il signe un engagement dans les FFL. Recruté par Daniel Cordier comme agent de liaison de la Délégation générale, il forme avec lui et Laure Diebold, qu'a rejointe Suzanne Olivier la fille des Moret, le premier noyau du secrétariat de Jean Moulin. Devenu *Germain*, il est chef des courriers : chargé de déposer et de relever le courrier dans les boîtes aux lettres mais aussi du transport d'armes et de fonds dans la région de Montluçon et de Lons-le-Saunier. Début 1943, Il se donne deux coups de masse sur le pouce pour échapper à la réquisition de la main d'oeuvre en Allemagne. En janvier 1943, sur ordre de Moulin de transférer la Délégation à Paris, il y installe une première équipe effectuant le transport des archives, du matériel et des postes émetteurs. Devenu chef du service des liaisons, il assure avec une dizaine d'agents dans Paris, une trentaine de communications par jour avec les divers groupes de résistance tout en poursuivant les contacts avec la zone sud pour la récupération des fonds en provenance de Londres<sup>7</sup>. C'est lui qui à Paris apprend à Daniel Cordier l'arrestation de Jean Moulin.

**Suzette Olivier**, née en 1922 à Clermont Ferrand, habitant Paris, est la fille de Mme Moret repliée à Lyon qui héberge des résistants. Ralliée officiellement à la France Libre en janvier 1942, elle est employée comme officier de liaison au sein de la délégation générale. Outre le travail au secrétariat, elle recrute des agents nouveaux, assurant leur hébergement

---

<sup>7</sup> Archives de l'Ordre de la Libération. Hugues Limonti est arrêté le 24 septembre 1943, déporté à Buchenwald, Drutte et Bergen Belsen. Il est fait Compagnon de la Libération le 20 novembre 1944.

et leur fournissant des faux papiers. Arrêtée à Paris le 11 juin 1943<sup>8</sup>, elle aurait été confrontée à Jean Moulin avenue Foch fin juin début juillet.

Le débarquement anglo-américain le 8 novembre 1942 au Maroc et en Algérie et l'accord passé par les Américains avec Darlan - chantre de la Collaboration - puis, après son élimination, avec le général Giraud, qui dirige l'Afrique du nord « au nom du maréchal Pétain empêché », accélère le processus d'unification de la Résistance avec la mise sur pied des Mouvements unis de la Résistance le 26 janvier 1943 par Jean Moulin. Ce tournant nécessite un développement du secrétariat qui, en janvier 1943, reprend les recrutements.

**Hélène Vernay**<sup>9</sup>, fille du secrétaire de mairie de Trévoux (Ain), aide, dès 1941 les pourchassés et participe en 1942 à des filières d'évasion d'officiers serbes vers l'Espagne. Elle est engagée en janvier 1943 par Daniel Cordier comme secrétaire à la Délégation générale. Ses parents accueillent Jean Moulin le week-end de la Pentecôte, les 13 et 14 juin 1943, où il s'adonne à la peinture. Après son arrestation, elle reste seule au secrétariat pour continuer le travail, relever des boîtes brûlées et faire les rendez-vous habituels jusqu'à la fin de juillet 1943. Elle épouse Joseph Van Dievort.

**Joseph van Dievort** est né en 1922 Anvers. Requis pour travailler en Allemagne en 1940, il procède à des sabotages dans l'usine qui l'emploie à Brême. Arrêté, condamné à mort, il s'évade grâce à des camarades de travail, gagne la Suisse et rejoint la Résistance à Lyon le 18 décembre 1942. Devenu *Léopold*, il est recruté comme agent de liaison sous les ordres du lieutenant Cordier assurant la distribution de courrier, aidant aux parachutages et au transport d'armes. Il fait partie de l'équipe qui a tenté de faire évader Jean Moulin en juin 1943 de la prison de Montluc, opération commanditée par Claude Bouchinet-Serreulles envoyé de Londres le 19

---

8 Legs Antoinette Sasse, Musée de la Libération de Paris, Musée Général Leclerc/Musée Jean Moulin (EPPM). Dossier de médaillée de la Résistance. Arrêtée, torturée, elle est déportée à Ravensbrück et rapatriée par la Suède fin mai 1945 ; titulaire de la médaille de la Résistance par décret du 24 avril 1946, signé Alexandre Parodi, délégué du général de Gaulle en 1944, ministre du Travail. Cf. Pierre Péan, *Les Vies de Jean Moulin*, Fayard, 1998.

9 Dossier de médaillé de la Résistance.

juin 1943 pour renforcer l'équipe de *Rex* et chargé de l'intérim comme délégué national.

**Laurent Girard**, alias *Lambert*, est né à Lyon le 16 juin 1925 dans le 3<sup>e</sup> arrondissement. Il est recruté le 1<sup>er</sup> novembre 1942 comme agent de liaison pour le transport des plis, de câbles, des armes et des matériels radio. En juin 1943, il est muté à la Délégation générale de Paris avec les mêmes activités. Il est arrêté par le 23 septembre 1943 à Paris.<sup>10</sup>

**Charles Rapp**, alias *Louis*, est né à Lyon en 1922. Requis du STO, il travaille à l'usine d'Ingolstadt, où il mène des actions de sabotage. Condamné à mort, il s'évade, s'engage à la Délégation générale à Paris comme courrier le 1<sup>er</sup> juin 1943 jusqu'à son arrestation le 24 septembre 1943<sup>11</sup>.

Il y a aussi les réguliers qui ne sont pas des agents clandestins, mais appartiennent au cercle d'aides très utiles pour fournir les locaux, les lieux de réunion, boîtes aux lettres, sans qui rien n'aurait été possible : **les Moret**, rue Philippeville à Lyon, lieu d'hébergement et de rendez-vous et de relais pour les nombreux contacts ; **Georges Cotton**, un des fondateurs du mouvement France d'Abord, offre ses bureaux rue Victor Hugo pour la Délégation. **Mme Bedat-Gerbaud** (28, rue de la République), professeur de piano, sert de boîte aux lettres de secours. C'est elle qui expédie le télégramme du 4 novembre 1942 de *Rex* à André Manuel, « envoyé du général de Gaulle »

En contact avec Daniel Cordier, le jeune **Jean Choquet** (fils d'un adjoint à Amiens) est l'agent de liaison spécial « entre la vie officielle et la vie clandestine » de Jean Moulin ; il apporte le courrier personnel de Jean Moulin à Daniel Cordier. Habitant Avignon, il garde la bicyclette qui permet chaque fin de semaine à Jean Moulin arrivant de Lyon par le train, de se rendre à Saint-Andiol, où il passe tous les quinze jours. Parfois, il se rend à

---

10 Dossier de médaillé de la Résistance. Interné à Fresnes puis à Compiègne, il est déporté à Buchenwald en janvier 1944, puis Dora où il meurt en avril 1945 ; décret du 11 mars 1947, signé Alexandre Parodi.

11 Dossier de médaillé de la Résistance : Interné à Fresnes, torturé, il est déporté à Buchenwald, Dora dont il revient. Médaillé avec rosette, décret du 17 novembre 1945, signé Alexandre Parodi.

Montpellier, où résident sa mère et sa sœur, professeur d'anglais. De retour le dimanche soir, il dîne le plus souvent avec Georges Bidault le plus proche de ses adjoints.

Ces hommes et ces femmes de l'ombre, ces trésors de courage restés le plus souvent dans l'anonymat, n'en ont pas moins été exposés autant aux risques que les résistants de la haute société résistante. Ce sont « les soutiers de la gloire » salués justement par Pierre Brossolette en septembre 1942.

A la fin mars 1943 l'assouplissement de la ligne de démarcation consécutive à l'invasion de la zone Sud par les Allemands fait perdre à Lyon les avantages de la sécurité. Les perspectives d'un débarquement allié rendent nécessaire de transférer les services à Paris et d'y installer les bases de l'Etat clandestin. La majeure partie du secrétariat migre à Paris. Deux courriers font l'aller et retour entre le nouveau siège de la Délégation et Lyon. **Tony de Graaf**, fils du banquier chargé du change des dotations financières, dollars et livres sterling en francs pour les mouvements et les services, prend la direction de l'antenne du secrétariat de Lyon pendant un mois. **Pierre Lambert** (1901-1973), lui succède et sous son impulsion, le secrétariat devient un organe essentiel de la Résistance<sup>12</sup>.

Levé très tôt Daniel Cordier retrouve Jean Moulin à 7 heures et lui apporte tickets et télégrammes décodés pendant la nuit. Moulin lui donne les consignes qu'il apprend par cœur et organise ensuite avec Limonti le tour

---

12 Archives de l'Ordre de la Libération : directeur - adjoint au service de presse du ministère des Finances, entre en résistance avec ses amis socialistes et participe à la réunion constitutive du Comité d'action socialiste à Nîmes. Il participe par la suite à des embarquements clandestins dans le réseau Brutus Compagnon de la Libération par décret du 11 août 1945.

des courriers de la région lyonnaise De retour à 12 heures, il fait de nouveau le point à Moulin et, dans tous les cas, le soir. Daniel est chargé des contacts avec les chefs des mouvements pour les rendez-vous. Jusqu'au transfert de la Délégation en mars 1943 à Paris, l'organisation des journées est parfaitement huilée et immuable.

## **LES LIEUX**

Un des fondateurs du mouvement lyonnais France d'Abord, Georges Cotton, propriétaire de la Société nationale de propriété d'immeubles, abritée dans un ensemble immobilier entre l'Hôtel de Ville et le théâtre, prête ses locaux à la Délégation en octobre 1942. Ils comportent trois entrées. 16 rue Victor Hugo, 27 rue Sala et 11 rue Boissac (2<sup>e</sup>). Ainsi sont mis à la disposition de Jean Moulin les locaux de la régie, situés au 16 rue Victor Hugo, et Georges Cotton lui laisse libre accès à son appartement au 27 rue Sala. C'est rue Victor Hugo que Jean Moulin se rend le 15 juin pour rencontrer le colonel Schwartzfeld, l'un des responsables de France d'abord, après l'arrestation du général Delestraint ; le dimanche 20, Rex fait le point avec Raymond Aubrac, qui se promène en famille au Parc de la Tête d'or. A son arrivée à Lyon en avril 1942, Jean Moulin loue une chambre chez Madame Martin sous le pseudonyme de Joseph Mercier, au 72 rue de la Charité, à proximité de la gare de Perrache et de la place Carnot. C'est là que Daniel Cordier lui fait une première visite le 31 juillet 1942 à 7 heures. C'est aussi là que Jean Moulin, faute de bureau, reçoit les responsables de la Résistance lyonnaise.

A partir de septembre 1942, Rex change par prudence d'hébergement en louant au nom de « Joseph Marchand, peintre décorateur », une chambre au 2 place Raspail (7<sup>e</sup>) dans un immeuble à deux entrées facilitant la fuite éventuelle et à proximité des services de la délégation.

Des bureaux ont été loués pour « les courriers », agents de liaison chargés de la transmission des messages ou de leur dépôt dans des boîtes à lettres. Pour des raisons de sécurité, les résistants n'utilisent ni la poste ni le téléphone. Les transmissions des messages sont la plupart du temps assurées par des jeunes femmes échappant plus facilement aux contrôles.

Ces courriers apportent des messages, parfois simples morceaux de papier roulés en boule pour échapper aux fouilles et remis en mains propres ou de les déposer dans des boîtes aux lettres (les immeubles de Lyon ont peu de concierges). A cette multitude de liaisons, qu'il faut assurer en train ou à bicyclette dans la banlieue lyonnaise, s'ajoutent la recherche de locaux, de planques, les lieux et l'organisation des réunions, la distribution des fonds, la frappe des lettres et des rapports et le déchiffrement des télégrammes qui échoyait à Daniel Cordier.

## **CONCLUSION**

Ces agents de liaison, secrétaires, radios forment l'authentique « armée des ombres »<sup>13</sup>, au rôle essentiel dans l'histoire de la Résistance. Ils incarnent les obscurs sans qui la Résistance n'aurait pu agir et survivre. Sans eux, Jean Moulin n'aurait pu mener à bien sa tâche. Le récit des humbles tâches accomplies par ces hommes et ces femmes n'a pas l'éclat des légendes, il appartient à la routine héroïque de la Résistance suivant le mot de Daniel Cordier.

Les Résistants de la Délégation (comme les chefs de mouvement) ont été honorés et la reconnaissance souvent oubliée a été pourtant au rendez-vous.

**Six résistants** ont été nommés Compagnon de la Libération :

- Jean Moulin par décret du 17 octobre 1942 est proposé par le colonel Passy ; quant à Rex sous son pseudonyme *le caporal Mercier*, il signe le 3 mars 1943 le rapport de proposition<sup>14</sup> pour Henri Frenay, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, Jean-Pierre Levy ;

- Daniel Cordier, Laure Diebold et Hugues Limonti sont faits Compagnon par décret du 20 novembre 1944 ; le premier sur proposition du colonel Passy et les seconds de Daniel Cordier.

- Henri Manhès, fait Compagnon le 19 octobre 1945, est médaillé de la Résistance

---

13 Elle fut exaltée sous ce titre par Joseph Kessel dans un célèbre roman paru à Alger en 1943 (adapté à l'écran sous le même titre par Jean-Pierre Melville en 1969).

14 Archives de l'Ordre de la Libération, le rapport est conservé dans les dossiers de Frenay, d'Astier de la Vigerie et Jean-Pierre Levy.



● Pierre Lambert est fait Compagnon le 11 août 1945 sur proposition du ministre des Armées Adrien Tixier.

**Neuf résistants** de l'entourage de Jean Moulin sont honorés de la médaille de la Résistance : Antoinette Sachs, Suzanne Olivier, Eugène Diebold, Hélène Vernay - Van Dievort, Joseph Van Dievort, Laurent Girard et Henri Manhès.

\*

**Robert Belot**



**Géographie de la vie clandestine à Lyon du fondateur du mouvement Combat : Henri Frenay**



### **Introduction**

Le fondateur du plus grand mouvement de Résistance en France, qui a constitué ses réseaux clandestins à partir de Lyon où il est né, n'a pas encore été honoré par une plaque commémorative ou un nom de rue. Ce colloque est justement l'occasion d'évoquer le rôle que la ville de Lyon a joué dans l'émergence et la consolidation de « Combat », considéré par le colonel Passy comme la « cellule-mère de la Résistance », le rôle qui fut celui d'Henri Frenay.

Retracer la géographie des lieux qu'il a habités et fréquentés permet de reconstituer les itinéraires lyonnais du grand Résistant qui correspondent aussi aux étapes de la naissance d'une Résistance organisée. C'est aussi une manière d'aborder un aspect de la Résistance qui en général retient peu l'attention : la vie quotidienne d'un clandestin dans ce combat de l'ombre où le pire peut surgir au coin de la rue. Se rencontrer est, en soi, un exercice dangereux qui doit être préparé avec minutie. Le moindre

geste peut dégénérer et conduire à des arrestations en chaîne. La fraternité qui unit quelques hommes prêts à se sacrifier pour leur idéal doit survivre au milieu de l'indifférence de la population (« hélas globalement attentiste, chloroformée par la presse du régime », selon Jacques Baumel), de la surveillance des polices (allemandes et françaises) et de leurs supplétifs, mais aussi de la négligence ou de la trahison. L'art de la dissimulation et le principe de suspicion sont devenus le gage de la sécurité. Lyon, avec son maquis de traboules, de rues entremêlées, ses immeubles à plusieurs sorties, pourrait être un espace propice à la vie clandestine.

Si Lyon méconnaît le nom de Frenay, le préfet de Région, par son initiative, nous permet de réparer un oubli fâcheux. Espérons que les municipalités auront à cœur de signaler symboliquement et durablement un des lieux où Frenay a vécu, combattu et souffert pour la libération de la France et de l'Europe, car ce sont des lieux de notre mémoire.

### **Place Carnot : démobilisation après l'évasion et la défaite et retour aux sources**

Henri Frenay est né le 19 novembre 1905 à Lyon d'une famille lyonnaise : « Je suis issu d'une famille lyonnaise, typiquement lyonnaise, telle qu'on la rencontrait naguère dans le quartier Perrache, à l'ombre de l'abbaye d'Ainay. L'origine de mon père, né à 27 km seulement de Lyon, n'avait pas élargi les horizons ouverts à ma jeunesse. Mon père étant un officier et moi-même sortant de Saint-Cyr, c'est dans le milieu militaire que j'ai baigné depuis ma plus tendre enfance. En un mot, j'appartenais, sans le savoir, à cette droite française, traditionnaliste, pauvre, patriote et paternaliste. » Frenay a vécu au 19, rue Duhamel, au 16 rue Victor Hugo, au 51, rue Auguste Comte. Bachelier ès-sciences du lycée Ampère, Henri Frenay prépare naturellement le concours de Saint-Cyr au prestigieux lycée du Parc à Lyon. De 1924 à 1926, il est à Saint-Cyr, promotion du Rif. Il lui était difficile d'échapper à la carrière des armes. Son tempérament viril l'y prédestine, et, surtout, le sens de la patrie et du service public.

Après Saint-Cyr, où il rencontre un certain nombre d'officiers qui rejoindront son mouvement, il est affecté en Rhénanie (10<sup>ème</sup> Bataillon de Mitrailleurs, à Worms) puis, à partir de 1929, comme jeune lieutenant, au Liban et en Syrie. Il revient en France en mai 1932 pour servir à Hyères au 3<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie Alpine. Il est reçu à l'École de guerre en novembre 1935 et en sort capitaine. C'est avec ce grade qu'il fera la guerre et entrera en résistance. Il rencontre alors Berty Albrecht, militante féministe et des droits de l'Homme, qui l'initie aux dangers civilisationnels de l'idéologie nazie à travers les premiers réfugiés allemands antinazis qu'elle accueille chez elle, au 5 avenue Victor-Emmanuel (aujourd'hui avenue Franklin-Roosevelt). Il entre au Centre d'Etudes Germaniques (CEG), pour essayer de comprendre l'évolution de l'Allemagne et son impact sur la géopolitique européenne. Le CEG est l'école des officiers qui se destinent au renseignement.

Il savait la guerre inévitable. Guerre nationale autant qu'idéologique. Le capitaine d'infanterie part en guerre avec le 17<sup>ème</sup> Corps d'Armée mobilisé en septembre 1939, qui occupe un secteur lorrain, puis un secteur alsacien sur le Rhin. En avril 1940, Frenay est muté au 43<sup>e</sup> Corps d'Armée de forteresse (3<sup>e</sup> Bureau), dirigé par le général Lescanne. Il fait la retraite avec ce Corps d'Armée jusqu'au Col du Donon, dans le massif vosgien, où les troupes résistent jusqu'à l'armistice du 25 juin 1940 inclusivement ». Le même jour, il se retrouve prisonnier. La ligne bleue des Vosges, tant caressée dans ses rêves héroïques et belliqueux d'enfance, devient le spectacle de l'impuissance et de la honte. Le 26 juin, il décide de s'évader. Il affirme n'avoir pas trouvé un seul officier pour l'accompagner, tous ayant « confiance dans la parole du vainqueur ». Il veut rejoindre Lyon. 13 jours de marche, de 3 heures du matin à 21h 30, pour 400 km parcourus à pied, le plus souvent dans des forêts inhospitalières et sous la pluie.

Le 9 juillet 1940, la veille du jour où les parlementaires français abdiquent et donnent les pleins pouvoirs à Pétain, Frenay est à Lyon, dans sa ville natale. Il se rend immédiatement au siège de l'état-major de la XIV<sup>e</sup> Région militaire :

« Ah ! Vous êtes évadés. Quel était votre corps ? Pourquoi n'avez-vous pas suivi son sort ? (quelle question !) Tenez, voici une fiche. Vous allez la remplir dans la pièce à côté. Dès demain, vous serez affectés à une unité de regroupement. »

Il n'oubliera jamais cet étrange accueil, qui lui permet de mieux comprendre l'état d'esprit des Français, qui semble marqué par un fatalisme démoralisateur.

### **Quai Saint-Vincent : au cœur du Deuxième Bureau officieux**

Pendant une courte période, Frenay s'éloigne de Lyon. Il est au Fort Nicolas (bureau de garnison, XV<sup>e</sup> Région militaire). C'est à Sainte-Maxime, dans la maison de villégiature de ses parents, qu'il retrouve Bertie Albrecht. Il rédige son premier manifeste où il explique qu'il ne faut pas accepter la défaite et qu'il faut faire barrage à la barbarie. Ce fameux manifeste qui se termine par : « *Puisse le maréchal Pétain vivre assez longtemps pour assister au couronnement de notre œuvre* ».

Il demande ensuite à rejoindre le milieu du renseignement, qu'il a connu à Strasbourg. Il connaissait les positions « antiallemandes » du Colonel Louis Baril, chef du Deuxième Bureau de l'état-major de l'Armée, qui siège à Vichy. Il a juste le temps de s'initier aux arcanes du nouveau pouvoir pour s'apercevoir que ceux qui, comme Baril, souhaitent travailler contre l'occupant sont bridés par la ligne officielle du nouveau régime. Il quitte alors l'Armée, car il est « dans la situation d'un prêtre qui a perdu la foi et à qui on propose un changement de paroisse ». Une seule issue : revenir à Lyon où il pense utiliser ses réseaux personnels pour « faire quelque chose ». Son séjour à Vichy aura été bref : de décembre 1940 à fin février 1941. Redevenu civil, Henri Frenay retrouve le chemin de Lyon en mars 1941. C'est là qu'il va falloir imaginer une nouvelle forme de combat, un combat qu'on ne lui a pas enseigné à l'École de guerre. C'est dans cette ville familière qu'il va devenir peu à peu un paria, un clandestin. Un cousin lui prête son appartement, 43, rue de la Charité. Il est dans son quartier

d'origine. C'est dans cette même rue que Jean Moulin trouvera une chambre, au 72.

Son mouvement est embryonnaire, de l'ordre du groupuscule. Il s'appelle au départ : Mouvement de Libération nationale. La première mission est de collecter des informations véritables sur la situation française et européenne pour tenter d'informer les Français grâce à des bulletins clandestins de contre-propagande. Ces informations, Frenay les puise au meilleur endroit, Quai Saint-Vincent. On y trouve la deuxième entité du Deuxième Bureau, dont l'existence n'est pas officielle (car elle enfreint les conventions d'armistice), mais qui dépend néanmoins du gouvernement. Modeste autant que discrète implantation : un appartement de six pièces. Cette antenne travaille sur l'Allemagne et la Méditerranée, sous couvert d'une firme fictive : « Technica ». C'est à cette source que se documenter le résistant Frenay pour conduire sa guerre informationnelle. Connaissant son état d'esprit, le colonel Baril lui-même le met en relation avec des hommes désireux de développer une action clandestine de renseignement. Ainsi retrouve-t-il à Lyon Robert Guédon, futur pilier de Combat en zone occupée, qui a été son camarade de promotion à l'École de guerre. Deux autres amis sont dans la confiance. Le capitaine Garon, artilleur, et le capitaine de Cossé-Brissac qu'il a connu au Centre d'études germaniques à Strasbourg. Connaissances utiles qui lui permettent de passer un accord avec le commandant Serre qui coiffe cet étrange organisme aux frontières de la légalité et de la clandestinité. Pour Frenay, bien que démissionnaire de l'Armée, l'existence de ce service serait la « preuve des véritables intentions du gouvernement ».

Dans les couloirs du Deuxième Bureau, il voit fréquemment le commandant Gouyou, un ancien membre de la commission militaire française à Prague. Celui-ci lui suggère de prendre l'attache du général de La Laurencie. D'août à décembre 1940, le général de corps d'armée Fornel de La Laurencie, ancien commandant l'École de cavalerie de Saumur, a été délégué général de Vichy dans les territoires occupés à Paris, poste

dont il a démissionné avec éclat pour avoir compris que le « rapprochement franco-allemand », auquel il a « cru sincèrement », était une illusion tragique. Le général leur apprend qu'il connaît personnellement l'amiral Leahy, ambassadeur des États-Unis en France ; il leur souhaite bonne chance, leur demande d'être prudents et de rester en contact avec lui. Bien leur en a pris. En effet, au printemps 1941, les Américains l'imaginent en chef d'un gouvernement alternatif à celui de Pétain. Par l'ambassade américaine en France, il reçoit des fonds à sa disposition. En profitera naturellement le mouvement de Résistance naissant de Henri Frenay.

Chaque semaine, Frenay se rend discrètement quai Saint-Vincent pour y faire son marché de nouvelles (environ une centaine de pages) grâce auxquelles il peut reprendre la fabrication de son bulletin d'information et l'étoffer. La qualité de ses informations qu'il diffuse lui permettent d'acquérir rapidement une crédibilité et une audience auxquelles ne peuvent prétendre les autres structures naissantes.

### **Avenue de Saxe : le « saint des saints » du mouvement Combat repéré**

Au printemps 1941, Frenay n'est plus seul. Il peut désormais compter sur le soutien de la fidèle Berty, mutée de Saint-Etienne à Lyon comme inspectrice du chômage féminin. C'est d'ailleurs par le biais de ses relations avec la partie clandestine du Deuxième Bureau (et plus précisément l'énigmatique capitaine Besson) que Frenay obtient, gratuitement, un local situé avenue de Saxe appartenant à la Société nationale de construction aéronautique du Sud-Est. Son directeur est un ami lyonnais : Raymond Moine. Grâce à l'acquisition d'une ronéo d'occasion, au fonctionnement erratique, son bulletin passe du stade dactylographié au stade ronéotypé, ce qui permet des tirages de plus en plus importants. Deux bureaux meublés, avec téléphone (ce qui est à la fois précieux et dangereux). Le capitaine Besson recommande à Frenay de prendre un pseudonyme pour donner une apparence de raison sociale à



ses activités. Frenay choisit « Henri Francen », car il venait de voir un film où jouant le grand acteur Victor Francen. Les initiales sont les mêmes : HF.

Le repaire de l'Avenue de Saxe était considéré comme le « saint des saints ». C'est là, grâce aux machines à écrire, au stock de papier, une armoire sécurisée et, surtout, une ronéo qui permet de multiplier les tirages des bulletins clandestins. C'était pratique car Berty Albrecht habite au 165, avenue de Saxe, d'où elle se rend chaque place de l'Hôtel de ville à Villeurbanne où se trouve son bureau. Henri Frenay fréquente assidument le lieu, comme en témoigne Mireille Albrecht : « Nous ne disposions que de deux pièces... Je dormais dans un bureau qui servait à Henri Frenay dans la journée pour travailler sur des cartes d'état-major. (...) Henri marquait d'une épingle à tête rouge les lieux où étaient implantées les antennes de Combat. »

Berty recevait de nombreux membres du mouvement, venant de toutes les régions françaises, qui apportaient des informations et à qui on remettait des directives. Le mouvement s'y réunit à maintes reprises. Les trop nombreuses allées et venues masculines attirèrent l'attention de la concierge, qui y voyait le signe d'une activité de prostitution. Berty et sa fille durent quitter l'avenue de Saxe. Jusque-là, la dangerosité de son activité n'était pas palpable. C'est avenue de Saxe qu'il comprit brutalement qu'il devait se méfier de tout et de tous. Il raconte dans ses Mémoires, qu'un jour le téléphone sonne :

« Je vous voudrais parler à M. Francen, me dit une voix inconnue

« Lui-même. Qui me parle ?

« Un ami. Je vous téléphone pour vous dire seulement que M... viendra vous voir demain matin. Il ne m'a pas dit l'heure mais c'est un homme matinal... Vous m'avez bien compris ? Je répète : M... Demain matin. Au revoir.

« Allô !... Allô... »

Un ami anonyme (qui n'a jamais été identifié) prévient Frenay qu'il est surveillé et qu'une descente de police est imminente. En quelques heures,

il faut encartonner les archives et documents compromettant. Le bulletin clandestin change de nom. Ce sera *Vérités*. Les pseudonymes sont modifiés. Cela n'empêchera pas les premières arrestations de membres du Mouvement, y compris Bert y Albrecht.

### **Quai Gailleton : dernier logis loué sous son vrai nom**

Frenay ne peut rester plus longtemps chez son cousin, 43, rue de la Charité. Il s'agit de ne pas risquer de le compromettre. Frenay cherche un nouveau lieu de vie. Grâce à une petite annonce, il jette son dévolu sur un deux-pièces meublés, à petit prix, malgré une vue superbe sur le Rhône. Il habite Quai Gailleton quatre mois, de mai à juillet 1941. Ce sera le dernier logis loué sous son vrai nom. Un soir, une alerte lui permet de mesurer les conséquences concrètes où son engagement peut le conduire.

« Ce soir-là où Bert y a trouvé notre premier imprimeur, je rentre chez moi en fredonnant, car non seulement la soirée est belle, mais la journée a été bonne. Il est environ 23 heures. La concierge me guette malgré l'heure tardive :

« Monsieur Frenay...

« Bonsoir Madame, vous veillez bien tard aujourd'hui.

« Parce que je vous attendais. Je voulais vous dire que vous avez eu une visite.

« Ah ! Qui était-ce ?

« C'étaient deux messieurs qui m'ont demandé à quel étage vous habitiez. Ils m'ont posé sur vous des tas de questions... si vous recevez du monde, à quelle heure habituellement vous sortez et rentrez, si vous voyagez beaucoup. Je leur ai demandé leurs noms, ils ne me les ont pas donnés. J'ai pensé qu'ils étaient de la police, mais non, ils sont, paraît-il, de vos amis. Ils m'ont quittée en me disant : Nous reviendrons. » (...)

« Merci, chère Madame, je sais qui sont ces visiteurs. Il est dommage que je les aie manqués ; mais j'espère bien être là quand ils reviendront. Je serai donc chez moi demain à partir de 18 heures... Tiens ! J'ai oublié le journal. Il faut beau. Je vais jusqu'à Perrache l'acheter. »

La clandestinité exige des réactions rapides. Sans même retourner dans son appartement, il tourne le dos à l'immeuble et part en quête d'un hôtel.

Deuxième signe tangible de ce que l'activité de Frenay est considérée comme subversive par le pouvoir vichyste, première preuve que Frenay est surveillé, voire menacé. Il était jusque-là un idéaliste ; il devient un rebelle. Il sait désormais qu'il est surveillé par les autorités de Vichy. Son combat sera double : contre l'occupant mais aussi contre le régime qui pactise avec l'occupant et le seconde dans son travail de répression. A partir de ce jour, Frenay devient un clandestin intégral. Il change d'identité, de papiers, de biographie, de silhouettes (chapeau, manteau, coiffure, lunettes, barbes...). Il faut apprendre l'encre sympathique. Les lieux de rencontres deviennent des lettres et des numéros. Des retraites hors de Lyon s'imposent régulièrement. Deux seules personnes connaissent le lieu où il vit : Jean-Guy Bernard, jeune polytechnicien en qui il a toute confiance, et sa secrétaire Dominique Pagel. Plus tard, Bénouville sera l'homme qui connaît toutes (ou presque) ses planques. Il faut s'habituer au port d'armes. Le clair-obscur devient la couleur de la vie du combattant de l'ombre. Une nouvelle phase dans la vie d'un clandestin à Lyon surviendra lorsque, la zone Sud envahie par l'occupant, les Allemands installeront leur toile répressive, avec Klaus Barbie.

Les organisations de Résistance comprennent vite que le logement est un enjeu capital. Les non-Lyonnais éprouvent de réelles difficultés. Comme le dira Daniel Cordier, toujours à la recherche de points de chute pour Moulin, c'est une prouesse que « dénicher la moindre cagibi ». Il perd beaucoup de temps à écumer les agences et ne trouve que des lieux « sordides ». Combat, et plus tard les MUR (Mouvements unis de la Résistance), ont mis en place un service de logements confié à des jeunes femmes qui mobilisaient des réseaux d'amis, qui cherchaient des planques, et qui

souvent servaient de prête-noms. Jacques Baumel, membre de Combat, s'en souvient : « C'était évidemment un choix difficile à opérer. Il fallait éviter les logements de sympathisants trop connus dans leur quartier et les logeurs trop bavards ou trop curieux. » Les réseaux amicaux sont, avec prudence sollicités. Ainsi, c'est en sollicitant une amie de Nice que Pierre de Bénouville trouve refuge chez une dame Dupont, « vibrante de foi et de patriotisme », dont la maison se trouve sur une colline de Lyon, au carrefour de la Favorite : « Ma maison est vous », dit-elle au jeune impétueux : « J'occupai, au second étage, une chambre à côté de celle où elle dormait elle-même, et qui donnait sur la rue. Le lit y était bon, les puces nombreuses, les oublis du chat multiples, mais la sécurité aussi totale que l'amitié de mon hôtesse. » Bénouville trouve assez d'espace pour y installer son poste de commandement, fort de trois personnes. Dans cette « ville mystérieuse », il découvre des possibilités « infinies » de se cacher : « Les passages, les rues s'y entremêlent, en dehors des grandes artères, en un écheveau dense et aussi inextricable que celui de la Kasbah d'Alger. C'est une sorte de maquis impénétrable que cette grande et belle cité cache en son sein. »

### **Hôtel Dubost, 19 place Carnot : première arrestation de Bertie Albrecht**

Le chef de Combat trouve asile Faubourg de Lyon, à Montchat. Il est hébergé par la famille Wagner, grâce à l'intercession de Paul Dungler, résistant alsacien. Bertie doit quitter le 165, avenue de Saxe. Les policiers français ont repéré le lieu. Ils frappent à la porte et demandent à « parler au capitaine Frenay ». Ils découvrent une carte d'état-major, étalée dangereusement sur une table. Les policiers partent. Frenay et Bertie savent désormais qu'ils sont surveillés, que le mouvement est menacé. Bertie et sa fille Mireille décident de s'installer dans un lieu neutre.

Ce sera l'Hôtel Dubost, 19, place Carnot, qui existe toujours. Sa propriétaire est antinazie. Elle y abritait une mère juive et son fils, Robert Bing, membre de Combat. Réquisitionné en novembre 1942, cet hôtel est

devenu une prison. Le premier drame intervient devant cet hôtel. Nous sommes le 15 janvier 1942. Un soir, Frenay raccompagne Berty. Ils ne sont pas sur le même trottoir. Soudain, trois silhouettes surgissent devant l'hôtel. Frenay pense qu'il s'agit de la police. Berty est arrêtée. Il s'agit d'une vaste rafle opérée par la police de Vichy, suite à la trahison de Devillers. 40 membres du mouvement sont arrêtés, dont Emmanuel Mounier, Chevance-Bertin, Michel Renouvin (neveu de Jacques Renouvin).

Arrivé chez lui, Henri Frenay est au bord du désespoir. L'être le plus cher de sa vie est entre les mains de la D.S.T. de Lyon. Une partie importante de ses compagnons d'infortune est neutralisée. Nul ne sait où ces arrestations peuvent conduire. Son combat est peut-être terminé. Dans ses Mémoires, il ne veut pas cacher son immense tristesse, son découragement et sa culpabilité : « Le soir, dans un petit restaurant ouvrier de Montchat, à quelques pas de chez les Wagner où je loge, je suis seul, terriblement seul devant mon assiette. Une immense lassitude m'envahit. Vidé, je suis vidé ! Pour la première de ma vie, je comprends le sens de ce mot. Tout ressort est brisé. Je ne peux manger. Les visages de tous ces amis m'apparaissent un à un. Ils semblent me sourire. Que faire, mon Dieu, que faire ? Je me sens coupable d'être là, épargné, alors qu'ils sont tombés dans cette bataille où je les ai entraînés...»

Cet événement et ce désarroi nous renseignent bien sur la vie du résistant. Une vie qui peut basculer d'un instant à l'autre dans le pire. Une vie où rien n'est sûr, sauf la suspicion qui doit être une seconde nature. Et ces risques insensés pris pour une exigence morale plus forte que soi-même, alors même où, comme le constatent et le déplorent les Résistants à ce moment de l'Occupation, les Français semblent s'accommoder de cette intempestive réalité. Un des plus proches compagnons de Frenay, Pierre de Bénouville, expliquera dans *Le Sacrifice du matin*, en termes simples et émouvants, que « La Résistance n'est pas un jeu d'enfants » :

« C'est la guerre des volontaires. Chacun de nous qui, à chaque coin de rue tourne la tête pour voir s'il n'est pas suivi, qui à chaque coup de sonnette tressaille et reçoit un coup au cœur, sait ce qu'il attend s'il est

pris. (...) C'est une solitude peuplée de visages et de promesses, mais c'est une solitude sans fin que celle du soldat inconnu de la Résistance qui au sein même de son armée demeure sans visage et sans nom. Les gens se tracassent de n'avoir pas assez de mémoire. Mais nous tremblons d'en avoir trop. De toutes nos forces nous luttons pour engloutir ce que nous devons oublier. »

Il ne faut pas croire que le chef de Combat reste confiné à Lyon. Il voyage beaucoup, assumant des risques insensés. A peu près chaque mois, il fait le tour des groupes de province. Ces déplacements sont « exténuants ». « Pour gagner du temps et économiser de l'argent, je voyage le plus souvent en 3<sup>e</sup> classe. Les prélèvements allemands sur le parc de wagons et locomotives se font de plus en plus sentir, aussi les trains sont-ils de moins en moins nombreux, c'est-à-dire de plus en plus bondés. Combien de fois ai-je voyagé dans le couloir ou dans un soufflet, assis par terre et appuyé sur ma valise ! »

### **87, rue Cuvier : réunions du comité directeur de Combat avec Jean Moulin**

Un des moments les plus difficiles de la vie de Résistant de Frenay a eu lieu 87, rue Cuvier. C'est l'appartement de Rémy Roure, journaliste, rédacteur en chef du journal *Combat* et membre du comité directeur du Mouvement. De nombreuses réunions, présidées par Frenay, ont lieu à son domicile. On y a vu Jean Moulin.

Ce 27 janvier 1942, le comité directeur se réunit en urgence. Les autorités qui ont procédé à l'arrestation de Berty Albrecht l'ont sortie de prison et conduite à Vichy où elle rencontre le commandant Rollin, directeur général adjoint à la Sécurité Nationale. Celui-ci lui demande de faire en sorte que Frenay vienne le rencontrer. Doit-il s'y rendre ? Est-ce un piège pour le faire arrêter ? Un guet-apens politique ? Ou une occasion unique de négocier la libération des membres de Combat internés ? Cette affaire est devenue un scandale. Elle a provoqué une vague de calomnies contre le chef de Combat, soupçonné de collusion avec Vichy. Comme il ne veut pas agir sans l'aval des membres du comité directeur, il leur demande leur

avis. Les témoins de cette réunion, comme Jacques Baumel et Claude Bourdet, confirment que c'est collectivement que la décision est prise d'accepter l'invitation de Rollin dans l'unique but de sauver les camarades internés. Rémy affirme que Jean Moulin était au courant. Avec l'accord du comité directeur, Frenay se rend à Vichy et y rencontre le ministre de l'Intérieur, Pierre Pucheu. Selon Rémy Roure, la teneur de l'entretien aurait été la suivante : « Vous atténuez vos attaques contre le Gouvernement, moyennant quoi je pourrais envisager la mise en liberté des prisonniers de la Résistance. » Frenay a été très direct avec Pucheu. Il lui dit : « Je suis profondément convaincu pour ma part que rien ne peut se faire de grand dans un Pays sans le peuple, or le peuple est contre vous. Ce n'est pas seulement la politique extérieure qu'il reproche au gouvernement mais aussi sa politique intérieure. La prétendue Révolution Nationale est une tromperie. »

Frenay revient à Lyon et convoque le comité directeur de son mouvement pour lui rendre compte de ses démarches. Il est décidé de « poursuivre ces conversations dans le but de gagner du temps ». Le chef de Combat a la certitude que la Police est en possession des documents qui lui permettrait « de décapiter le Mouvement et de compromettre ainsi toute notre œuvre ». Frenay repart à Vichy pour expliquer que le Mouvement n'accepte pas de diminuer les critiques contre le gouvernement et d'épargner Pétain. Un homme comme Claude Bourdet estime que, « matériellement », ces entrevues sont un « succès », mais il déplore ses effets « négatifs » sur le plan « moral ». En effet, certains responsables d'autres mouvements, comme D'Astier de la Vigerie, condamnent l'initiative et en profitent pour déstabiliser Frenay.

Frenay veut rencontrer d'Astier de la Vigerie pour mettre les choses au clair. La rencontre a lieu à l'hôtel Terminus de Lyon (qui n'est pas encore réquisitionné par l'occupant) en présence de « Max » (Jean Moulin). Si « Max » dit comprendre la démarche de Frenay, d'Astier parle de « lourde compromission ». Dans l'éditorial du journal *Libération* du 20 mars 1942, D'Astier n'hésite pas à porter l'affaire devant ses lecteurs : « Il y a parmi

les Français qui combattent l'Allemand des hommes sincères, courageux, mais qui ont cru pouvoir négocier avec le gouvernement pensant jouer au fort. Ils seront dupés par Vichy, abandonnés de leurs troupes. » Cette attaque montre que l'unification des Résistances ne sera pas un long fleuve tranquille. Car c'est l'existence même de Combat qui est mise en cause. Un moment terrible pour le capitaine Frenay. « Pour la première fois, écrira-t-il dans ses Mémoires, et dans une circonstance grave, je rencontre la médisance, la diffamation, le mensonge. Ce ne sera pas la dernière. » Et pendant ce temps, les policiers de Rollin interrogent la mère de Frenay dans sa maison de Sainte-Maxime pour lui extorquer des renseignements sur son fils.

C'est aussi rue Cuvier que Jean Moulin, accompagné de Frenay, dévoile au comité directeur de Combat le premier message du général de Gaulle à la Résistance (23 juin 1942) qui évoque la politique à concevoir après la libération du territoire. Moment de grande intensité. Max (Jean Moulin) déclare : « Je demande que ce texte soit publié le plus tôt possible dans votre journal. Chaque mouvement de la Résistance en fera autant. Ainsi sera souligné spectaculairement l'unité de tous ceux qui se battent pour la victoire et pour les libertés. » De Gaulle est désormais accepté comme chef politique.

### **Au vert à Villieu, dans l'Ain**

Le bilan de l'action de Frenay est très positif. Il a obtenu la libération des membres du mouvement Combat et, ce qui est totalement improbable, la condamnation à mort de Devillers, le traître qui a vendu son ancien patron, Frenay, et qui est à l'origine de ses arrestations. Mais après l'affaire Pucheu, qui soulève une déplorable polémique au sein même de la Résistance, Henri Frenay ressent le besoin de mettre un peu au vert, de se délocaliser pour brouiller les pistes. Fiché, épié par les autorités vichystes, il doit dérouter les surveillances pour ne pas menacer le mouvement. Les amis d'hier peuvent devenir les traîtres de demain. « Dans ce genre de combat qu'il nous fallait soutenir, c'était peut-être l'épreuve la plus cruelle



que de ne jamais savoir avec certitude qui était fidèle et qui ne l'était pas », écrira Bénouville, le fidèle compagnon de Frenay.

Il s'impose trois mois de réclusion, de février à mai 1942 à Villieu, dans l'Ain, non loin de la capitale des Gaules. C'est la maison de compagne d'un industriel lyonnais ami d'une de ses secrétaires, Simone Gouyou. « Dans cette maison, absolument seul, je suis bien. Lyon commence à devenir malsain car l'essentiel de la vie lyonnaise se passe dans un espace restreint, de la place Carnot à la place de la Comédie, facile à surveiller par la police. A cette police, le Service d'Ordre Légionnaire allait apporter une active collaboration. » Bien sûr, il vient régulièrement à Lyon pour ne pas couper le lien avec le comité directeur. « Deux fois par semaine je me rends en ville pour des rendez-vous qu'on m'a organisés ou pour les réunions du comité directeur, dans des lieux qui changent souvent. Je prends le train, ne descends jamais à Lyon même, mais une petite gare de la banlieue d'où, par le tramway, je gagne le centre de la ville. »

Il ne résista pas à l'envie d'être présent le 1<sup>er</sup> mai 1942 à Lyon. Un rassemblement non autorisé a été conçu par la Résistance place Carnot. C'est sur cette place qu'est érigée une statue dédiée à la République. Contre toute attente, une foule énorme s'y coagule, criant « Laval au poteau » et parfois « vive de Gaulle », chantant La Marseillaise. La foule devient cortège et s'élanche vers la place Bellecour : « Vive la liberté ! vive la République ! vive la France ». La police laisse faire. Frenay est heureux de constater que le peuple commence à bouger. Pour les Résistants, c'est un encouragement.

### **A Charnay-lès-Mâcon, en Saône-et-Loire : la Résistance se « gaullise » et se politise**

Par prudence, Frenay décide de changer de département pour s'installer à Charnay-lès-Mâcon, dans le département de Saône-et-Loire. Il y a des trains directs pour Lyon. Il bénéficie de l'hospitalité de deux frères engagés dans le combat résistance : André et Guillaume de Roujoux. Ce sera son port d'attache de mai à novembre 1942. Lors des nombreuses discussions

qu'il a avec eux, il comprend que son combat est aussi politique et qu'il doit se rallier au gaullisme.

« L'opposition au régime dis-je à mes deux amis, s'impose à nous sur le plan intérieur comme en politique étrangère. (...) Elle est désormais inséparable de la lutte contre l'Allemagne d'Hitler. Et si vous voulez être objectifs l'un et l'autre, vous devez en tirer cette conclusion que s'opposer à un régime c'est vouloir le changer, c'est-à-dire le renverser pour le remplacer par un autre. Que nous le voulions ou non, notre action n'est pas seulement patriotique, elle est devenue politique. »

C'est à Charnay, dans le silence de sa petite chambre, qu'il rédige un article pour Combat intitulé : *En Afrique du Nord comme en France, un seul chef : De Gaulle*. C'est là où il rédige une lettre pour le général Giraud, fraîchement évadé d'Allemagne, lui demandant de se rallier à de Gaulle.

C'est dans un endroit paisible qu'il apprend, fin mai 1942, qu'un nouveau drame s'abat sur le mouvement et précisément sur Berty Albrecht. Celle-ci est arrêtée pour la deuxième fois. Une descente de la police est intervenue dans son appartement, 87, quand Pierre-Scize à Lyon, sur les bords de la Saône, où elle s'était réfugiée après sa première arrestation. Elle est internée à Vals-les-Bains, en Ardèche. Elle venait de créer le Service Social pour venir aux familles de clandestins. C'est un coup très dur. Berty obtient d'être transférée à la prison Saint-Joseph de Lyon (la prison des femmes), puis à l'hôpital du Vinatier, à Lyon. Les amis de Frenay organiseront son évasion autour de Noël 1942.

Frenay ne vit pas en reclus. Il rencontre Jean Moulin dans un bistrot de Mâcon. Ensemble ils décident la création du SOAM : service des Opérations Aériennes et Maritimes. Un jour d'août 1942, le chef de Combat rend visite au général Delestraint, à Bourg-en-Bresse, car il le pressent comme futur chef de l'Armée secrète. Il fait toujours des virées rapides à Lyon. Par exemple, pour faire connaissance de Jean-Pierre Levy, fondateur du mouvement Franc-Tireur, à la brasserie Thomassin. C'est dans cette période qu'il part à Londres, fin septembre/mi-novembre 1942,

pour rencontrer le général de Gaulle et exprimer le point de vue de la Résistance intérieure. Le 27 novembre 1942, il retrouve Jean Moulin, d'Astier, Levy et Delestraint dans la banlieue lyonnaise, au domicile de Louis-Martin Chauffier, pour assister à la première réunion du Comité de coordination des mouvements et leur rôle politique, ce qui n'ira pas sans tension.

### **Rue d'Enghien, chez les sœurs Buisson : un havre de paix**

Où se réfugie Henri Frenay lorsqu'il vient à Lyon pour quelques jours après novembre 1942 ? Souvent rue D'Enguein, dans un bel appartement tenu par les sœurs Buisson. Elles étaient les belles-sœurs de l'ancien ministre de l'Intérieur Eugène Frot au moment du 6 février 1934, très engagé à Vichy à ses débuts. Ces femmes d'un patriotisme ardent sont antiquaires, rue Vaubecour dans le 2<sup>e</sup> arrondissement. Leur magasin est une boîte à lettre de Combat. C'est aussi un entrepôt que le Service Social de Berty utilise pour stocker des denrées. Voici comme Frenay les présente dans *La Nuit finira* : « Quelles charmantes femmes ! Petites et menues, elles sont sœurs et vieilles filles. Depuis leur naissance, elles ne se sont pas quittées et ont l'une pour l'autre les attentions les plus délicates. Leur mise est celle du siècle dernier, et leur profil celui qu'on trouve sur les camées. Leur voix est à la mesure de leur taille. »

Leur appartement paraît être un havre de paix. Un lieu hors du temps et hors d'atteinte des avanies du moment présent avec ses meubles Louis XVI : « Souvent, je reviendrai dans cet appartement et j'apprendrai à admirer puis à aimer ces deux frêles créatures, jeune de cœur et d'esprit, dont le sourire un peu sucré dissimule une force d'âme peu commune, un caractère inflexible. Elles ont été élevées dans le respect et l'amour de la République et, de ce fait, portent à Vichy, au gouvernement, à Pétain, une haine qu'elles expriment par des propos mesurés et férocement ciselés. Notre compagnie les enchante, d'abord parce qu'elle leur offre l'occasion de servir, et aussi parce que dans leur appartement pénètre avec nous un souffle de jeunesse et d'aventure, qu'elles n'ont jamais ressenti ailleurs que dans les romans. Chères demoiselles Buisson ! »

Il faut un code pour que la porte s'ouvre. Cinq coups de sonnette, trois brefs et deux un peu plus longs. Jacques Baumel se souvient de cet appartement « discret, sûr et inconfortable », et d'une réunion d'octobre 1942, présidée par Frenay. Les invités étaient présents (Bénouville, Bourdet, Jean-Guy Bernard, Peck-Battesti, Baumel) et attendaient avec anxiété l'arrivée de Frenay : « Les heures passaient. L'attente devenait désagréable. Bénouville essayait bien de détendre l'atmosphère à sa façon, en nous racontant blagues et anecdotes, mais nous ne cessions de penser au pire. Un bref coup de sonnette. Un silence. Frenay entra, sa serviette à la main. Ce jour-là, il portait une barbe. ».

C'est à cette occasion que Frenay leur révéla la spectaculaire évasion du général Giraud et sa présence dans les environs de Lyon. De Gaulle et lui arriveront-ils à s'entendre ?

De nombreuses réunions stratégiques et des « conseils de guerre » ont lieu chez les demoiselles. Par exemple, celle avec Jacques Renouvin, ancien disciple de Charles Maurras, responsable national des Groupes Francs. Il vient de faire le tour des Groupes Francs régionaux. Frenay veut savoir si tout est en ordre de marche et si la machine de sabotage est opérationnelle. Il fait le bilan des vitrines plastiquées. Renouvin arrive, avec sa cravate mal positionnée et les cheveux en bataille, avec une petite valise. Dans cette valise, on trouve un pyjama, une brosse à dent et un chandail. Sous le chandail, un saucisson et un pain. Et à côté du saucisson, des petits morceaux de papier marron qui dissimulent des explosifs. « Tu vois, dit-il à Frenay, cela me suffit pour vivre et travailler ! »

C'est Jacques Renouvin, ancien disciple de Charles Maurras, qui lui parle d'un ami qui veut rejoindre : Pierre de Bénouville. Celui-ci devient un des lieutenants les plus précieux de Frenay, responsable des liens avec la Suisse. Bénouville se rendra souvent rue d'Enghien. Il le raconte dans *Le Sacrifice du matin*, ses mémoires de guerre. Témoignage émouvant car il permet de connaître la vie quotidienne des hiérarques de la Résistance dans sa réalité la plus humble :

« Un judas s’ouvrit à la hauteur de nos visages et l’on identifia Renouvin. La porte s’ouvrit dans l’antichambre d’un paisible appartement bourgeois. Dans le salon, devant la cheminée, éclairée par un lustre en cristal taillé, Frenay travaillait sur une petite table à jeu. Il entretenait le feu avec les documents et les brouillons qu’il brûlait. Lorsque nous regardâmes notre montre, l’heure du couvre-feu avait sonné depuis longtemps. Il était trop tard pour penser à sortir. Renouvin, qui devait prendre son train à 6 h du matin, s’étendit dans un fauteuil. Frenay et moi nous partageâmes le même lit, dans une de ces alcôves comme on n’en trouve qu’à Lyon et qui s’ouvrait sur la salle à manger. Bernex (Jacques Baumel) se coucha à nos pieds, sur un matelas. Il était trois heures du matin. Quelques secondes après, tout le monde dormait. »

Comme le dira Frenay, « c’est ainsi que j’ai couché avec la plupart des chefs des services nationaux de Combat ».

### **Le pavé lyonnais, lieu des rencontres furtives**

L’invasion de la zone Sud par l’occupant, le 11 novembre 1942, rend la vie du Résistant à Lyon encore plus risquée. La police politique allemande, et ses supplétifs français, accroît la surveillance et la répression.

« Le danger est partout », constate Frenay. Rafles, fouilles à la sortie des gares et des tramways, contrôle de papiers en pleine rue ou dans les bistrotts, barrages de la police française contrôlée par la « Gestapo », patrouilles en armes. La rue, les cafés, les conciliabules dans l’espace public, tout est épié et signalé. Après avoir pesé le pour et le contre, Frenay décide de sortir armé. Mais il innove en plaçant l’arme contre l’avant-bras gauche, fixée par des sangles. Chaque rendez-vous, même furtif, exige une organisation. Il faut que des membres du Corps Franc sécurisent le lieu de la rencontre, même si celle-ci se déroule dans la rue. Les réunions ont souvent lieu dans un parc, une église, une arrière-boutique, au coin d’une rue, sur les quais. Berty donne rendez-vous à Cerf-Ferrière au terminus du tramway n°4, puis ils parlent en marchant le long des quais du Rhône, entrent dans le parc de la Tête d’Or, avant de se disperser. Jean Moulin, qui « n’aimait pas les pièces fermées, les bureaux,

les chaises, les tables de réunion », comme s'en souvient Jacques Baumel, encourage ce changement d'habitudes.

Il faut éviter les cafés comme les rencontres féminines. René Hardy l'apprit à ses dépens. Frenay et ses hommes connaissent parfaitement le pavé lyonnais. Mais aussi la banlieue, moins surveillée, quoiqu'un inconnu y est vite repéré, contrairement au centre-ville. Claude Bourdet, par exemple, a vécu chez un ami toute l'occupation à côté de Lyon, à 20 km. Aucun camarade ne connaissait son asile.

Se mouvoir à Lyon exige une attitude proche de la paranoïa. Chaque personne croisée peut être un danger : « Etre suivi ou penser l'être, se souvient Baumel, un des proches de Frenay, est une impression très désagréable. On s'en aperçoit par hasard, en sortant d'un café ou d'un endroit public. Brusquement, en se retournant pour changer de trottoir ou en jetant les yeux sur la glace d'une vitrine, on reconnaît un visage qu'on avait aperçu une heure plus tôt. Il faut alors garder son calme et agir comme si de rien était. Il faut, en fait, tenir jusqu'à ce bus dans lequel on saute ou jusqu'au dédale des traboules du centre-ville, et là, il faut faire vite. »

Georges Bidault, membre du comité directeur de Combat, se souvient que l'apprentissage de la vie clandestine n'était pas facile. Les Résistants sont des amateurs et ils découvrent une réalité à laquelle ils n'étaient pas préparés. Les hommes, déplorent-il, ne sont pas naturellement méfiants. « Je me rappelle qu'au début, de la rue de la République à Lyon, ou dans le tramway n°7 qui reliant alors Perrache à Villeurbanne, se tenait une véritable foire aux complots. A presque tous les coins de rue, on trouvait un garçon qui était planté là, comme un lampadaire, attendant un homme à qui il avait donné rendez-vous et qui se faisait attendre. » Pour beaucoup, dit-il, « le suc, le piment de la conspiration, c'était de pouvoir en parler ».

### **Rue Tronchet : la terrible nouvelle de l'arrestation de Berty**

Berty évadée fin de l'année, Frenay la retrouve dans le Sud de Lyon, à Vernaison. Au début de 1943, tous deux se retrouvent dans un nouvel exil, à Cluny, dans la famille Gouze, dont la fille, Danièle, deviendra l'épouse de François Mitterrand. « La maison est paisible, avec une entrée sur la rue et une sortie possible sur le jardin. Je suis logé dans une aile contiguë qui comprend deux chambres. Je pourrai ainsi faire venir Berty qui déjà insiste pour reprendre son poste à mes côtés. Au surplus, son aide, son intelligence, son sens critique me manquent. Elle me rejoindra au mois de mars. » Les Allemands semblent absents. Frenay savoure le plaisir des longues randonnées dans les bois.

Il se remet des réunions houleuses qui ont lieu à Lyon, autour de Jean Moulin. La naissance des maquis, en effet, provoquent de gros besoins financiers et donc des arbitrages douloureux. L'affaire suisse est une crise majeure de confiance entre Londres et la Résistance intérieure. Le projet de Conseil national de la Résistance suscite des réactions politiques violentes. La Résistance entre dans une nouvelle phase de son existence où les enjeux de pouvoir prennent chaque jour une importance plus grande.

Pour dénouer les problèmes, Frenay envisage de se rendre à Londres. Il veut traiter directement avec le fondateur de la France Libre, devenue France Combattante. Deux mois d'attente : avril et mai. Il doit aller à Lyon. « Lyon est devenue une ville chaque jour plus dangereuse. Quand la Gestapo connaît un signalement, ce qui est mon cas depuis longtemps, il est malsain d'y circuler. Nous savons que les gares et tous les ponts de la ville sont surveillés en permanence par des agents allemands en civil. » Le chef de Combat s'installe dans le petit appartement de son bras droit, Bénouville, rue Tronchet, rive gauche du Rhône. Rue longue et morne. « Je sortirai le moins possible et toujours dans un court périmètre autour de mon logis. Quelques rares amis viennent me voir et notamment Claude Bourdet. » C'est lors d'une de ces rencontres que Frenay demande à Bourdet de la représenter à Paris, rue du Four, lors de la séance

constitutive du Conseil national de la Résistance, le 27 mai 1943. Le conflit avec Moulin est à son acmé.

La cohabitation entre Frenay et Bénouville dans ces conditions crée une solidarité qui, bien après la guerre, ne connaîtra aucune faille. Et ce malgré leurs origines sociales et politiques très différentes. « En allant au fond des choses, même avec Bénouville, dont tout semblait hier encore me séparer, je constate une même volonté authentiquement révolutionnaire, un besoin profond de rénovation plein de fraîcheur et je dirais de pureté, si le mot appliqué à la politique ne prêtait à sourire. » Bénouville, justement, comment voit-il les choses ? Nous le savons grâce à ses Mémoires.

« Frenay évitait le plus possible de sortir. Par ailleurs, il tentait de ne pas transporter sur lui de documents compromettants. Mais en fait, quand je partais le matin pour mes premiers rendez-vous, je le laissais en général devant la table de notre petite chambre tapant déjà des rapports et des notes de service, du moins n'évitais-je pas qu'après déjeuner il se rende à une séance du Comité directeur qui avait lieu du côté de Vassieux ou de Collonges, ou encore qu'il prît le train bleu pour se rendre à un autre rendez-vous. (...) L'heure était passée et Frenay n'était toujours pas rentré. Je restais tendu, à l'écoute des moindres bruits de la rue et de l'escalier. Rien. Les pas que j'entendais monter ne s'arrêtaient pas à notre étage. J'allais jusqu'à la fenêtre et à travers la jalousie baissée j'observais la rue. Rien. Une demi-heure s'écoulait, qui était plus longue que cent années. Je m'efforçais de ne pas penser à ce qui avait pu arriver, mais malgré moi je sentais tout à coup l'effort désespéré que faisait Frenay pour échapper aux poignes qui l'étreignaient. Je le voyais sortir son revolver et ouvrir le feu sur un pont, dans un tramway. J'entendais les cris des hommes qui l'avaient reconnu. Je les voyais aussi ajuster leur tir. Parfois une voiture s'arrêtait dans la rue. Je pensais que c'était la Gestapo qui avait réussi à découvrir notre retraite. J'allais jusqu'à la fenêtre... Mais soudain, sans que j'aie entendu des pas dans l'escalier, je percevais le bruit d'une clef dans la serrure, la porte s'ouvrait et se refermait : Frenay, en imperméable



beige, un chapeau marron rabaissé sur les yeux, portant de grosses lunettes d'écaille et une légère moustache blonde, entrant d'un pas pressé, sa serviette à la main... Nous avons perdu l'habitude de nous dire que nous tremblions les uns pour les autres. »

C'est rue Tronchet que Frenay apprend la troisième arrestation de « Victoire » (Berty Albrecht), à l'hôtel de Bourgogne à Mâcon. Nous sommes le 28 mai 1943. Frenay se souvient : « J'ai l'impression que ma tête se vide, que mon sang se glace. Je dois m'asseoir, jambes coupées. » Bénouville, qui se trouve à ce moment-là aux côtés de son chef, envoie un message à la Délégation suisse : « C'est donc le drame absolu. Xaintrailles [Frenay] n'a échappé à tout cela que par miracle. Il a été terriblement secoué par cette affreuse affaire. Bien entendu, il s'est immédiatement repris : vous connaissez comme moi son courage et son cran. »

### **28 quai Saint-Vincent : « au bord du désespoir » en attendant de partir pour Londres**

A travers Berty, c'est son patron qu'on atteint et éliminer. A nouveau, il faut changer de planque. L'appartement de la rue Tronchet a ses limites. Il n'y a pas double entrée. Pas d'autre sortie que la porte. Quand les deux hommes entendent un bruit suspect, ils se précipitent dans l'anti-chambre. La main sur leurs armes, ils se préparent à ouvrir le feu les premiers à travers la porte afin de pouvoir sortir en force et tenter de franchir le barrage.

Frenay attend toujours le feu vert pour se rendre à Londres. Il sait que le lieu stratégique du pouvoir anti-vichyste est à Londres et, bientôt, à Alger. Par mesure de précaution, et pour protéger Bénouville et sa fiancée qui vient de le rejoindre, le chef de Combat décide à nouveau de changer de nom et de domicile. Il s'installe 28, quai Saint-Vincent, non loin de l'antenne du Deuxième Bureau. De nouvelles mauvaises nouvelles viennent assombrir ce nouveau repaire, comme l'arrestation du général Delestraint à Paris. Le sort de Berty le hante. Selon Bénouville, son ami, habituellement « si calme et si fort », est « au bord du désespoir ». Il n'a plus de machine écrire. C'est à la main qu'il rédige son dernier article sur

le sol français (« Désobéir, c'est servir »). Seul le spectacle de la Saône indolente calme son vif désir de rejoindre Londres pour évoquer l'avenir politique de la Résistance. Le 11 juin 1943, il réunit une dernière fois le comité directeur de Combat. Henri Aubry, qui y participe, racontera la scène lors d'une déposition judiciaire :

« Je me souviens d'un détail : de Bénouville, toujours plein d'allant, arrivant pendant la réunion, frappant violemment à la porte. Frenay prenait alors son revolver et allait lui-même ouvrir, revolver au poing. Je me souviens que, dans cette réunion, il été parlé de choses et d'autres concernant la Résistance, et qu'il a été fait allusion à l'imprudence de Hardy, alias Didot, qu'on savait être parti à Paris par un train dans lequel se trouvait Lunel, alias Multon. »

Henri Frenay quitte Lyon le 17 juin 1943, pour se rendre au nord de Mâcon d'où un avion viendra le récupérer. Ce sera Londres, puis Alger. Il ne retrouvera sa ville de naissance qu'après la Libération.

## **Conclusion**

Ces lieux dessinent la carte de l'itinérance d'un Résistant qui, dans sa propre ville, en raison de la nature clandestine de son activité et des risques qu'elle comporte, doit vivre comme dans une prison. Devenu paria et proie de la répression et de la trahison, à la merci de la moindre imprudence, il doit se cacher, changer d'identité et de silhouette, supprimer toute trace de ses passages et de ses contacts. « Dans la clandestinité, tout est incertain, fuyant, dangereux », dira Bénouville, le fidèle lieutenant.

L'idéal et le courage du Résistant doivent réussir à cohabiter avec l'exigence de la méfiance à l'égard de tout et de tous. Ses lieux de vie, ou de survie, ne doivent être connus que d'un cercle restreint. Et il faut en changer régulièrement, de même qu'il faut veiller à ne pas refaire deux fois le même itinéraire pour là où on doit aller. Il s'agit d'autant de lieux de mémoire, ou plutôt de « stations », chacune représentant une étape dans

une sorte de « Passion » vers l’accomplissement de son devoir, où l’espoir d’une renaissance côtoie la perspective de la mort.

Cette vie clandestine exprime le paradoxe du Résistant. Il est condamné à la solitude et au silence alors qu’il est en train de créer un collectif qui a vocation à prendre le pouvoir au grand jour, le moment venu. La sécurité exige de parler peu, d’éviter de se lier affectivement. « En dépit d’une foule de rencontres, je n’ai d’intimité pour personne », dira Daniel Cordier. « Ainsi, écrira Bénouville de son côté, le Résistant, s’il a perdu volontairement le contact de ses semblables et les satisfactions que donne le nombre, est-il parvenu à saisir des présences qui sont à la hauteur du sacrifice auquel chaque jour il se veut prêt. »

Le destin de Frenay est largement lié à celui de Berty Albrecht, héroïne et martyr de la Résistance, Compagnon de la Libération. Son nom est heureusement honoré à Lyon depuis peu. Le 16 janvier 2006, sur proposition de Jean-Louis Touraine, le conseil municipal de Lyon accepte de retirer le nom d’*Alexis Carrel* (prix Nobel de médecine, accusé d’avoir promu des thèses eugénistes) à la voie du 8<sup>e</sup> arrondissement de Lyon reliant l’avenue Viviani à la rue Professeur Tavernier. Cela faisait suite à la suppression du nom d’Alexis Carrel sur le fronton d’une Faculté de Lyon 1, quai Claude Bernard et au combat d’une Résistante lyonnaise, Lily Eigeldinger. Il n’est pas inutile de rappeler que seulement 2% des rues en France (sur 63 500) portent le nom d’une femme.

Sans Henri Frenay, Berty ne serait jamais venue à Lyon pour y mener le dernier combat de sa vie. Comme enfant de Lyon et « inventeur » de la Résistance dans cette ville, Frenay mériterait que son nom soit inscrit dans la mémoire urbaine de la capitale des Gaules. Il eût été judicieux que cette rue soit dédiée aux deux héros réunis dans la mémoire comme ils l’ont été dans le combat antinazi.

### *Bibliographie*

Albrecht, Mireille, *Berty*, R. Laffont, 1986.

Baumel, Jacques, *Résister. Histoire secrète des années d'Occupation*, Albin Michel, 1999.

Belot, Robert, *Henri Frenay, de la Résistance à l'Europe*, Seuil, 2004.

Bénouville, Guillaïn de, *Le sacrifice du matin*, La Palatine, Genève, 1945.

Bidault, Georges, *D'une Résistance à l'autre*, Presses du siècle, 1965.

Bourdet, Claude, *L'aventure incertaine. De la Résistance à la Restauration*, Stock, 1975.

Cerf-Ferrière, *Chemin clandestin. 1940-1943*, Julliard, 1968.

Chevance-Bertin, Général, *Vingt mille heures d'angoisse. 1940-1945*, R. Laffont, 1990.

Cordier, Daniel, *Allias Caracalla*, Gallimard « Témoins », 2009.

Frenay, Henri, *La nuit finira*, R. Laffont, 1973.

\*

## **YVES FARGE, PREMIER COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE EN RHÔNE-ALPES**

**Raphaël Spina**

**(par vidéo-transmission)**



Je remercie de leur invitation M. le préfet du Rhône, l'Association des familles de Compagnons de la Libération, et les organisateurs de cette table ronde, en particulier François Broche. Si une obligation antérieurement contractée ne m'avait pas retenu à 500 Kilomètres d'ici, je serais venu avec joie dans cette préfecture où Yves Farge, Commissaire de la République, Compagnon de la Libération, a fait l'histoire de la région Rhône-Alpes, entre le 2 septembre 1944 et le 15 septembre 1945.

Lyon, capitale de la Résistance jusqu'à l'été 1943, n'a jamais reçu la croix de la Libération, sans doute faute d'avoir connu une véritable insurrection finale. Le 2 septembre 1944, par un après-midi triste et pluvieux, l'ennemi tient encore la majeure partie de la ville et fait sauter presque tous les ponts avant de se dérober en bon ordre. Pendant ce temps, les FFI occupent la rive gauche, évacuée. Leur chef régional Alban Vistel s'empare de la Préfecture vide, et fait prévenir Yves Farge, qui attend dans un bar proche de la rive. Vers 16 heures, ce dernier arrive avec deux camarades, dans une voiture à fanion tricolore. Vêtu d'un blouson de cuir, Farge est inhabituellement soucieux, maussade. Entrant dans la préfecture par la petite porte de derrière, ils errent dans de longs corridors déserts : « Comme entrée triomphale, c'est réussi, on va bientôt atterrir dans les WC<sup>15</sup> ! » Dans l'escalier d'honneur, de soudaines rafales et des éclats d'obus font éclater les fenêtres et la verrière : « Nous nous plaquons contre les murs ; nous nous mettons à plat ventre. Notre entrée, si elle a voulu revêtir une certaine solennité, est ratée. »

Au sommet de l'escalier, le commissaire retrouve enfin les chefs de la Résistance locale. Sans enthousiasme, il contemple le vaste bureau du préfet, « antre de mauvais goût », écrira-t-il en peintre amateur et critique d'art, qui raffole peu des fresques et stucs du XIX<sup>e</sup> siècle. Tiroirs vides, téléphone hors d'usage, vitres brisées, lambris déchirés, douilles traînant au sol... Seule la statue d'un général révolutionnaire, qu'il aperçoit par la fenêtre, rassérène un peu le grand amoureux de la Révolution française qu'il est depuis l'enfance. Il « ose enfin [s'] asseoir derrière le bureau », sur lequel écrivaient encore il y a peu « des hommes haïs, vaincus » :

---

<sup>15</sup> Morgan Claude, *Yves Farge*, Les Editeurs français réunis, 1954, p. 133-134

« J'aime la rue comme on aime l'histoire de France. Non, ce n'est pas dans un bureau qu'on a fait l'histoire de France<sup>16</sup>. »

Farge avait effectivement déjà contribué à écrire l'histoire de France, et bien loin des bureaux administratifs... Né à Salon-de-Provence le 19 août 1899, c'est un Méridional chaleureux et romanesque, profondément de gauche, laïc et républicain, assoiffé de justice sociale, amoureux sincère du peuple sans populisme. Il sait rendre service aux gens les plus différents et se faire des amis aussi bien parmi des officiers ultraconservateurs que des socialistes, des communistes ou des catholiques, parmi des hommes du peuple comme parmi des industriels ou des artistes, parmi des compatriotes comme parmi des étrangers du monde entier. Moins marxiste que fasciné par la Révolution française, ce colosse patriote, énergique et facétieux est un Danton moderne mâtiné de Robespierre « l'Incorruptible ».

En 1917, il veut s'engager, mais est réformé, et réduit à laver les pieds des blessés de guerre à Nice. Profondément pacifiste après la guerre, il est brièvement membre du Parti communiste français (PCF), en 1920-1921, le temps de partager à Marseille la cellule de Gabriel Péri, incarcéré avec lui pour propagande antimilitariste. On le retrouve au Maroc de 1923 à 1932, dirigeant l'aile gauche de la SFIO - le PCF est interdit dans le protectorat chérifien -, militant anticolonialiste convaincu, artiste-peintre bohème. Il rentre en métropole lorsqu'il est condamné pour des dettes, remboursées... en 1945<sup>17</sup>. De 1932 à 1938, il est un journaliste antifasciste de premier plan à Grenoble, à la *Dépêche dauphinoise*, puis rédacteur au *Progrès de Lyon*.

Membre de l'aile ultra-pacifiste de la SFIO, Yves Farge est munichois en 1938, et il approuve initialement la demande d'armistice, le 17 juin 1940, alors que les Allemands sont aux portes de Lyon. Mais il se reprend dès avant leur entrée, donnant finalement la priorité à la liberté sur la paix. Quelques jours plus tard, il est sollicité par le préfet du Rhône Emile

---

<sup>16</sup> Farge Yves, *Rebelles, soldats et citoyens. Carnets d'un commissaire de la République*, Grasset, 1946, p. 192-194

<sup>17</sup> Office Universitaire de Recherches Socialistes (OURS), rapport d'enquête sur Farge, 1946.

Bollaert, futur Compagnon de la Libération : pris en otage avec l'archevêque et plusieurs notables, Bollaert envoie Farge à Clermont-Ferrand afin de prévenir le gouvernement des exactions allemandes à Lyon, commises en violation de l'armistice. A la villa Michelin, Farge sort déçu de son entrevue avec Pétain, « vieux renard » défaitiste et passif<sup>18</sup>.

Lyon évacuée le 7 juillet, Farge est introduit dans la Résistance naissante par son collègue, le romanesque Georges Altman. Leur bureau place Bellecour (FNAC actuelle) voit défiler toute la « haute société résistante ». Membre de Franc-Tireur et du Front national, Farge est surtout un indépendant, serviable et apprécié de tous côtés. Il est un contributeur important de la presse clandestine et des éditions de Minuit. Début 1943, il est l'un des fondateurs du maquis du Vercors, finançant la ferme d'Ambel voulue par Franc-Tireur pour héberger les réfractaires au STO. Il fait approuver par Jean Moulin-*Max* et le général Delestraint-*Vidal* le projet de Pierre Dalloz de constituer le massif en forteresse naturelle, d'où l'ennemi serait pris à revers lors d'un débarquement dans le sud de la France. Grillé en Dauphiné par la répression italienne (fin mai 1943), il gagne Paris où il devient le 14 juillet président du Comité d'action contre la déportation, chargé de saboter le STO au plan national. N'acceptant que l'autorité du CNR - ce qui aide à préserver l'œuvre attaquée du défunt Jean Moulin -, Farge est secondé du jeune Marc Laurent-*Martel* (22 ans). Il inonde la France de faux papiers et infiltre jusqu'au sommet de l'Etat, tout en répartissant rigoureusement les fonds de Londres entre les acteurs de la lutte anti-STO. Il contribue à l'effondrement des départs qui suit l'été 1943<sup>19</sup>.

En avril 1944, il est désigné commissaire de la République pour la région de Lyon par la commission Debré-Parodi-Laffon : il connaît bien la région, il est acceptable à la fois par les gaullistes et par les communistes, enfin il a toujours été fidèle à l'autorité de la Délégation générale et du CNR, sous Jean Moulin comme sous ses successeurs. Début juin, il repart pour la région lyonnaise, avec pour tout viatique deux bouts de papier attestant

<sup>18</sup> IHTP 72 AJ 45, témoignage d'Y. Farge, mars 1946

<sup>19</sup> Voir Raphaël Spina, *Histoire du STO*, Perrin, 2017, p. 293-296, et Yves Farge. *Entre Résistance et pacifismes*, Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère, 2017.

de ses responsabilités. Il va vivre un été très dense à sillonner une région en ébullition. Plusieurs fois, il frôle l'arrestation par les Allemands ou manque de se faire abattre par des maquisards trop méfiants. Il commande un certain nombre de sabotages et d'actions militaires. Le 3 juillet, il proclame la République dans le Vercors. Dans les zones déjà libérées, il nomme et révoque les fonctionnaires et les municipalités, il abolit les lois de Vichy, il veille à ce que le ravitaillement soit assuré et à ce que les tribunaux et les services publics continuent à fonctionner.

A Lyon, il installe son QG clandestin au 137 rue Bugeaud, escalier A, premier étage. Entouré de son épouse « Fargette », de sa secrétaire Josephine Condamine, de Marc Laurent et de son futur directeur de cabinet Roger Guibeaud, Farge y multiplie les réunions. Il y reçoit les agents de liaison, et envoie déjà des ordres sur papier à en-tête du Gouvernement provisoire de la République française et du Commissariat de la République. Des fonctionnaires de Vichy y sont amenés : il leur intime d'agir désormais selon ses instructions. Il enregistre d'avance son premier discours radiodiffusé, et date du 26 août l'affiche où il proclame la libération du « Rhône-Alpes » : un terme qui entre dans le vocabulaire administratif.

Si l'insurrection de Lyon, qu'il appelle de ses vœux, n'a pas lieu, Farge contribue à sauver la vie des 800 prisonniers du fort Montluc. Le lendemain du massacre de Saint-Genis-Laval (20 août), il signe avec le délégué militaire en zone sud, Maurice Bourgès-Maunoury et le délégué civil Jacques Maillet – deux futurs Compagnons de la Libération – un ultimatum menaçant de faire fusiller 80 soldats allemands prisonniers des FFI en Savoie. Faute de réponse, il donne l'ordre d'exécution – accomplie en fait le 2 septembre seulement, mais nul ne le sait alors. Aux abois et également sous pression de l'archevêque comme des FFI, les occupants abandonnent Montluc le 24 août<sup>20</sup>.

Accéder aux responsabilités n'empêche pas Farge de vivre toujours aussi simplement. Il refuse l'appartement préfectoral et la chambre d'apparat, et dort dans la pièce la plus simple. Les salons ne servent que lors des

---

<sup>20</sup> Sur cette affaire complexe, Claude Barbier, *Crimes de guerre à Habère-Lubin. 25 décembre 1943-2 septembre 1944*, La Saléviennaise, 2013



réceptions, correctes mais sobres, des personnalités de passage, du nonce Angelo Roncalli (futur pape Jean XXIII) aux ambassadeurs américain William Bullitt et britannique Duff Cooper, en passant par les ministres et chefs militaires, dont le général de Lattre de Tassigny. Son train de vie reste frugal ; la pipe est son seul péché mignon. Il passe souvent la nuit à travailler.

Il doit faire appliquer les 262 lois signées par de Gaulle avant la Libération, rétablir les libertés, l'économie, l'ordre républicain et la sécurité. Il accorde une « prime de joyeux avènement » d'un mois de salaire. Sans attendre d'instructions du pouvoir central, Farge et le professeur Emile Terroine, de la faculté des sciences, placé à la tête du Service des Restitutions, engagent en pionniers la restitution des biens juifs spoliés, bien avant l'ordonnance du 14 novembre (le professeur Terroine continuera ensuite son action au plan national). Par ailleurs, le journaliste de métier encourage la naissance d'une presse nouvelle, via la commission de l'Information de l'écrivain Auguste Anglès, un proche de Gide. Il signe 1260 décrets, et publie même son propre journal officiel en parallèle à celui de la République française. S'il se plaint d'une administration hypertrophiée, il accroît le mal en intervenant dans les moindres questions.

Son cabinet est composé « à la manière d'un ministère dont il aurait été le président du conseil »<sup>21</sup>. Il confie la police à Marc Laurent-Martel, la justice au doyen Pierre Garraud, l'épuration à M<sup>e</sup> Paul Vienney, l'économie au professeur Levasseur. Il peut compter sur sa secrétaire Joséphte Condamin, sur ses chefs de cabinet Prosper Grobert, Roger Guibeaud et Pierre Biquart. Il nomme préfets Raoul Blanchard dans l'Ain, Robert Pissère en Ardèche, Pierre de Saint-Prix dans la Drôme, Albert Reynier (de l'Armée Secrète) dans l'Isère, le syndicaliste communiste Lucien Monjauvis dans la Loire, le scientifique Henri Longchambon dans le Rhône. Tous les mois il réunit ses préfets, parle très peu, les laisse s'exprimer, confronte les expériences<sup>22</sup>.

---

<sup>21</sup> Morgan Claude, Yves Farge, *op. cit.*, p. 103

<sup>22</sup> *Idem*, p. 122

Il fait fermement respecter son autorité : « l'insurrection est terminée, la République commence. » Dès le 3 septembre, il fait vivement comprendre au général Brosset, chef de la 1<sup>re</sup> Division française libre, tenté de rétablir lui-même l'ordre à Lyon, que c'est au commissaire de la République seul de décider de faire appel à lui comme police. Pendant l'été, le légendaire chef maquisard de l'Ain, Henri Romans-Petit, lui avait fait mauvais accueil, prétendant tout ignorer de lui et lui refusant toute reddition de compte. Farge reste persuadé que Romans-Petit a usurpé les fonctions de préfet dans sa zone libérée, et qu'il obéit à son conseiller britannique, Richard Helsop-Xavier, plus qu'à l'état-major FFI du général König. Le 16 septembre, il fait mettre l'insubordonné aux arrêts de forteresse pour 38 jours, avec l'accord verbal probable de de Gaulle, et expulse Xavier : « la décision prise à l'encontre de ce chef FFI a été motivée par le fait qu'il a persisté à se considérer sous les ordres d'un agent britannique », rappelle Farge au gouverneur militaire, le colonel Marcel Descour, le 13 octobre<sup>23</sup>. Pour la première fois, un Compagnon de la Libération connaît la prison dans une France libérée, et sur l'ordre d'un autre Compagnon...

Deux jours plus tôt, le 14 septembre, Yves Farge avait rencontré pour la première fois le général de Gaulle, à Bron : « Qui est M. Farge ? - C'est moi. - Quel est le programme ? - Les chefs du maquis vont vous accueillir, vous verrez nos équipes de jeunes : les agents de liaison de la Résistance. Ce soir vous dînez avec les résistants de la première heure. - Et les autorités ? - Elles sont en prison, mon général<sup>24</sup>. » De Gaulle ne demandait évidemment pas à voir les autorités de Vichy, mais les nouvelles ; Farge cependant ne pouvait résister au plaisir d'un bon mot historique. Accueilli en triomphe, le Général veut finir à pied pour gagner la mairie, à l'inquiétude du commissaire : « Sachez, M. Farge, qu'après la bataille on ne tire que sur les fantômes. Je ne suis pas un fantôme. » Il va remettre, sur son lit d'hôpital, la croix de la Libération à Maurice Bourgès-Maunoury. Le lendemain, à la préfecture, il se fait présenter séparément les membres du cabinet de Farge et ceux du Comité départemental de Libération (CDL),

<sup>23</sup> ADR 283 W43 et 283 W 63

<sup>24</sup> Morgan Claude, *Yves Farge, op. cit.*, p. 121

qu'il cantonne explicitement à un rôle consultatif. Place Bellecour, il passe en revue les FFI du colonel Descour. Dans ses mémoires, il semble plutôt avoir été plutôt amusé et satisfait par Farge : « Le commissaire de la République, Yves Farge, l'un des chefs de la Résistance dans une région qui venait de s'y distinguer, était bien à son affaire. Imaginatif et ardent, il s'accommodait volontiers de ce que la situation avait de révolutionnaire, mais se gardait des actes extrêmes. Je lui prescrivis de les interdire aux autres<sup>25</sup>. »

Le 19, sous peine d'intervention armée, Farge oblige les journaux résistants de Grenoble à appliquer son décret alignant leur prix sur ceux de Lyon. Il fait échec aux CDL lorsqu'ils tentent de se fédérer pour le mettre sous leur tutelle, lui et le Gouvernement provisoire. Dès le 5 septembre se réunissent ainsi à Vizille les délégués des CDL de 6 départements (Isère, deux Savoie, Hautes-Alpes, Drôme et Rhône) : mais un ultimatum de Farge oblige le même jour les CDL des deux Savoie à laisser les préfets qu'il a désignés prendre leur poste, au détriment de leurs candidats. Tous les CDL rhônalpins se réunissent à leur tour à Valence le 22 septembre, puis les CDL de 40 départements du sud à Avignon les 7-8 octobre : de Gaulle refuse de venir présider leur congrès, et interdit à Farge, plus porté à la conciliation, d'y paraître lui-même<sup>26</sup>. En Ardèche, Farge impose en octobre Robert Pissère aux dépens du chef maquisard communiste Jacques de Sugny, autoproclamé préfet<sup>27</sup>. Dans la Drôme, il remplace en janvier 1945 le résistant local, Pierre de Saint-Prix, qui n'est pas à la hauteur, et apaise la fronde de la Résistance départementale qui s'ensuit<sup>28</sup>. L'Etat seul choisira ses hauts fonctionnaires

L'épuration sauvage est un défi plus grave que la fronde girondine des CDL. Même Farge se retrouve interpellé une fois par des excités qui n'ont même pas pris la peine de mettre un brassard. En septembre, *Martel* n'a pour assurer l'ordre à Lyon que 30 gendarmes, 50 gardes républicains et 300 prévôts FFI, et 9 000 hommes pour 8 départements et 4 millions

---

<sup>25</sup> Gaulle Charles de, *Mémoires de guerre*, t. III, *Le Salut*, Plon, 1959, p. 10.

<sup>26</sup> ADR 283 W 23

<sup>27</sup> ADR 283 W 48

<sup>28</sup> ADR 283 W 42

d'habitants<sup>29</sup> ! Les deux hommes paient de leur personne pour fermer les centres extrajudiciaires d'épuration, mettre au pas les bandes délictueuses de vrais et faux FFI, appliquer le décret du 28 octobre dissolvant des Milices patriotiques au demeurant impopulaires, réprimer les attentats à l'explosif endémiques qui visent jusqu'en 1946 les demeures des « collabos » réels ou supposés. Place Bellecour, le 15 octobre 1944, Farge blâme les dénonciations anonymes : « Quand il demandait des têtes, Robespierre ne se faisait pas appeler Arthur ! » Il condamne les tontes de femmes, combat les exécutions extrajudiciaires.

Le 30 septembre, suite à sa grâce d'un condamné à mort au dossier vide, plusieurs miliciens sont extraits de la prison de Valence et massacrés, la veille même de sa venue. Le 4 décembre, la foule attaque la prison Saint-Paul de Lyon pour massacrer son prédécesseur vichyste, Alexandre Angeli, et l'ex-intendant de police René Cussonac, déjà condamnés à mort. Accompagné de Pierre Biquart et du maire provisoire Justin Godart, Farge leur fait pratiquement un rempart de son corps. Les trois hommes calment l'émeute, puis reviennent finir de dîner avec le consul britannique, en s'excusant de l'interruption. Cussonac est fusillé peu après « dans les règles », et Angéli, rejugé à Paris, sauvera sa tête<sup>30</sup>. L'humanité de Farge ne peut empêcher que 5 des 19 départements à avoir connu le plus d'exécutions sommaires se trouvent en Rhône-Alpes (Ain, Haute-Savoie, Savoie, Drôme et Ardèche), région de maquis précédemment meurtrie la répression<sup>31</sup>.

Par ailleurs, pour régulières qu'elles soient, les cours martiales du Rhône-Alpes, dissoutes le 6 octobre 1944, ont condamné en un mois 269 personnes à mort, pour 7 acquittées ; 185 sont exécutées, dont 101 en Haute-Savoie (55,8 %)<sup>32</sup>. 84 sont graciées par Yves Farge, investi comme tous les commissaires de la République, jusqu'à mi-octobre, du droit régalien de grâce, qui lui fait vivre un drame quotidien. Dès 5 heures du

---

29 AD de Seine-Saint-Denis, Bobigny, 170 J 4, Mouvement de la Paix, papiers Farge, lettre-CV de *Martel* en 1949

30 Morgan Claude, *Yves Farge, op. cit.*, p. 114

31 Jean Quellien, « Les pertes humaines », in Quellien Jean (dir.), *La France pendant la Seconde Guerre mondiale. Atlas historique*, Fayard, 2010, p. 262-263

32 ADR 283 W 87

matin il était réveillé par des mères, des épouses de condamnés le suppliant d'accorder la grâce. Farge passait des nuits blanches sur les dossiers. Il les examinait et les réexaminait pendant des heures avec l'angoisse de se dire : « Personne d'autre que moi ne peut décider si cet homme va mourir ou ne pas mourir. » Peu désireux de punir de jeunes égarés, il veut avant tout châtier les vrais responsables<sup>33</sup>.

Alors que les prisons se sont vite remplies à la Libération, sans discernement, Farge institue dès le 7 septembre des commissions de criblage. Au 1<sup>er</sup> décembre, elles ont vérifié la situation de 1864 des 2119 personnes arrêtées (88 %), et remis 620 prisonniers en liberté (29 %). Dès octobre, Farge impose que toutes les arrestations se fassent sur mandat, dans le respect du code, et met en route les cours de justice<sup>34</sup>. Le 21 novembre, il peut affirmer au ministre de l'Intérieur : « Je crois avoir réalisé dans un minimum de temps le retour à la légalité<sup>35</sup>. » L'ex-président du Sénat Jules Jeanneney, ministre d'Etat, le complimente : « On connaît assez votre modération dans la fermeté<sup>36</sup>. » Fin 1944, Farge évalue à 9988 les arrestations en Rhône-Alpes et à 2674 affaires soumises aux cours de Justice. Les chambres civiques prononceront 1601 dégradations nationales, 575 acquittements<sup>37</sup>.

Peu suspect pour autant de ne pas souhaiter d'épuration, Farge fait arrêter dès la Libération, entre autres, le vieux chef royaliste Charles Maurras, et menace de démissionner s'il n'est pas jugé à Lyon. Lorsque Pétain rentre en France par la Suisse, le 26 avril 1945, l'imaginatif commissaire demande qu'il soit dirigé sur Lyon, où la cour martiale présidée par le général Paul Doyen est à sa disposition<sup>38</sup>. L'épuration économique lui permet de spectaculaires mises sous séquestre d'entreprises décapitées par la fuite, l'arrestation ou la destitution de leur direction : ainsi dans l'Ardèche les ciments Lafarge, et à Lyon les usines Berliet, dont il a fait arrêter la famille dirigeante. « L'expérience Berliet » - mesures sociales,

<sup>33</sup>Morgan Claude, *Yves Farge, op. cit.*, p. 165

<sup>34</sup> ADR 283 W 66, 87 et 101

<sup>35</sup> ADR 283 W87

<sup>36</sup> ADR 283 W 24

<sup>37</sup> ADR 283 W 22

<sup>38</sup> Morgan Claude, *Yves Farge, op. cit.*, p. 115

université populaire, comité ouvrier consultatif – dure jusqu'en 1949, où le Conseil d'Etat rend les usines à la famille. Farge lutte contre le marché noir, qu'il a en horreur, et multiplie les « coups » pour réveiller les consciences. Ainsi, le soir de Noël 1944, en « Mandrin moderne », il fait razzier à Lyon les boîtes de nuit et les restaurants de luxe regorgeant de victuailles acquis au marché noir. Et « père Noël aux lunettes d'écaillés », il va les redistribuer en personne aux ouvriers reconstruisant le pont Wilson, aux sans-abris et aux soldats blessés<sup>39</sup>.

Très préoccupé du sort des enfants de pauvres, de déportés, de fusillés ou de villages sinistrés, Farge crée à l'automne 1944 l'Œuvre des Villages d'Enfants et Ecoles de Plein Air (OVE). Alors que la malnutrition touche jusqu'à un enfant sur deux à Lyon, il fait rassembler plusieurs centaines d'enfants rachitiques ou tuberculeux. Il les installe au grand air en plusieurs villages (Dieulefit, Roybon, Autrans, Villard-de-Lans, etc.). Il expulse les riches vacanciers de Megève, symbole honni de tous les trafics : il y établit 700 enfants en douze chalets. Outre une meilleure hygiène et alimentation, il leur est assuré une solide instruction, dans une ambiance quasi-familiale et selon des méthodes novatrices (activités artistiques ou sportives)<sup>40</sup>. L'Œuvre survit jusqu'à nos jours, liée au PCF, sous convention avec l'Education nationale.

Au printemps 1945, Farge s'angoisse des impréparations, carences et dysfonctionnements des services du ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés, chargés de préparer le rapatriement des 115 000 « absents » rhônalpins. Il s'en ouvre en vain au ministre Henri Frenay – les deux hommes n'ont jamais été proches pendant la Résistance, où Farge fut d'emblée du côté de Moulin contre le patron du mouvement Combat, et le ministre apprécie peu que Farge prenne en main directement les choses, en empiétant sur ses prérogatives<sup>41</sup>. Farge accueille personnellement des Français de retour, dont les survivants décharnés des camps de la mort, et

---

<sup>39</sup> Colombel Jeannette, *La Nostalgie de l'espérance*, Stock, 1997, p. 22-23

<sup>40</sup> Brochure *Sauvons nos gosses ! A Mégève, premier village d'enfants*, 1945

<sup>41</sup> ADR 283 W 25

accompagne de Lattre le 24 mai à leur rencontre au bord du lac de Constance, en Allemagne.

Le 16 mai, une manifestation syndicale contre la cherté de la vie envahit brusquement la préfecture, et Farge peine à faire évacuer son propre bureau... L'incident lui a probablement coûté le poste de ministre de l'Intérieur, pour lequel de Gaulle aurait songé à lui<sup>42</sup>... Le 9 août, pensant avoir accompli l'essentiel de sa tâche, Farge démissionne pour se présenter aux élections législatives : le ministre Tixier l'accepte le 26 avec prise d'effet au 15 septembre, et salue élogieusement son action. Le général de Gaulle fait de même :

« Paris, le 1<sup>er</sup> septembre 1945

« Mon cher Farge,

« Je sais que vous avez l'intention d'être candidat aux élections pour la prochaine Constituante. Vous connaissant, je crois que vous y jouerez un rôle important et qui sera, en outre, hautement utile si vous savez subordonner toutes considérations à l'intérêt de notre bonne et chère France.

« Je vous remercie de ce que vous avez fait de bien comme commissaire de la République à Lyon dans des circonstances magnifiques à certains égards, très difficiles à d'autres et, en tout cas, extraordinaires...

« Veuillez croire, mon cher Farge, à mes sentiments amicalement dévoués.

« C. de Gaulle<sup>43</sup> »

Le 17 novembre 1945, sur avis « très favorable » du conseil de l'Ordre en date du 18 mars, le général de Gaulle fait de Farge l'un des 1061 compagnons de la Libération<sup>44</sup>. Les relations étroites de Farge avec les délégués successifs de la France Libre, son aide au GPRF comme commissaire de la République n'ont pu que faciliter l'attribution. Jamais élu

<sup>42</sup> RUDE Fernand, *Libération de Lyon et de sa région*, Hachette, 1974, p. 218

<sup>43</sup> MORGAN Claude, *Yves Farge, op. cit.*, p. 124-127

<sup>44</sup> Archives de l'Ordre de la Libération, dossier Farge

député, il est ministre indépendant du Ravitaillement d'août à décembre 1946 : il échoue à éradiquer le marché noir « d'ici Noël », et bien des accusations qu'il lance de bonne foi quant à de supposés scandales s'avèreront à l'examen infondées. Du moins est-il le seul titulaire à quitter ce poste délicat plus populaire qu'à son arrivée. A partir de février 1948, son action comme président-fondateur du Mouvement de la Paix français, vite récupéré par le PCF et l'URSS, lui vaut pas mal d'avaries pendant la Guerre froide. Comme plus d'un compagnon de route, il s'aveugle sur les réalités du camp soviétique, au point d'obtenir le prix Staline de la Paix fin 1952. Il lui est remis au Kremlin fin mars 1953, peu après la mort du dictateur le 5. Dans la foulée, Farge veut se rendre en Géorgie, pays natal de Staline, qui lui rappelle sa Provence d'origine. C'est là qu'un accident de voiture lui coûte la vie, sur une route de montagne, le 31 mars. Sans nul doute aurait-il regretté ses cécités, comme nombre de ses camarades, s'il avait pu voir en 1956 la déstalinisation et l'invasion de la Hongrie.

Dans son oraison funèbre au Père-Lachaise, son ami l'abbé Boulier dira : « De la Résistance, Farge n'a voulu connaître que la beauté du sacrifice. A sa mort, nous nous sommes aperçus avec stupeur qu'il n'avait pas la Légion d'Honneur. Le dossier était dans ses papiers, tout prêt : il ne manquait que sa signature. Il ne voulut jamais la donner. Il n'avait qu'à se baisser. Farge ne s'est jamais baissé. Il sort de la lutte politique sans une atteinte à son honneur. Qu'il me pardonne, car il sourirait à me l'entendre dire : Farge, c'était un chevalier<sup>45</sup>. »

\*

**François Broche**

---

<sup>45</sup> AD de Seine-Saint-Denis, Bobigny, 170 J 4





Jean-François Muracciole (assis) et François Broche

## **Les Compagnons et la libération et la libération de Lyon**

Mon propos n'est évidemment pas de retracer en détail la libération de Lyon, mais de rappeler qu'à toutes les étapes de cette libération des Compagnons ont été présents, et actifs, et qu'ils se sont trouvés à des postes stratégiques où ils ont fait la preuve de leur efficacité et de leur courage.

Le premier d'entre eux est **Alban Vistel**.

Né à Annecy en 1905, ingénieur chimiste, directeur d'une usine de tannerie en 1939, sous-lieutenant de réserve, démobilisé en juin 1940, il rallie la France Libre en août 1940 et il propose aussitôt au général de Gaulle d'organiser les premières résistances à l'occupant. « L'examen de conscience est venu révéler le poids de la responsabilité individuelle dans le destin collectif », écrit-il dans ses Mémoires. Sans attendre la réponse, il entreprend de créer des mouvements de résistance à Vienne, rejoint le mouvement Libération, établit une liaison avec Londres, organise les premiers groupes militaires, avant d'être arrêté à la fin de 1942. Condamné à 10 mois de prison, il est interné à la prison Saint-Paul, d'où il s'évade en septembre 1943. Chef départemental des Mouvements unis de résistance d'abord pour le Rhône, puis pour la région R1, il est nommé par le général Koenig, commandant régional des FFI le 15 juillet 1944. « J'ai tout fait pour écarter cette responsabilité supplémentaire, écrit-il, car j'estime que ma formation militaire ne m'a pas, en principe, préparé à jouer les stratèges. [...] Pourtant, il est de mon devoir de donner l'exemple de la discipline. »

A ce poste, il remplace **Albert Chambonnet**, alias Didier, qui vient d'être arrêté.

De deux ans l'aîné de Vistel, Chambonnet a un cursus impressionnant : fils d'un mineur du Gard, il s'est engagé dans l'armée à 18 ans et y a gravi tous les échelons dans l'aviation : sous-officier, sous-lieutenant, lieutenant en 1935, capitaine en mars 1940, il rejoint rapidement l'un des premiers mouvements de résistance lyonnais, « Le Coq enchaîné », fondé par le docteur Fousseret et un groupe de militants socialistes et syndicalistes (parmi lesquels le, futur maire de Lyon Louis Pradel) et prend contact avec Henri Frenay, qui le charge d'organiser la résistance la base de Bron. En juillet 1942, il devient chef d'état-major régional de l'Armée secrète - imaginée par Frenay, destinée à être le bras armé et structuré des mouvements de résistance de la zone Sud- et il coordonne les activités des mouvements dans l'ensemble des départements limitrophes du

Rhône. Au printemps 1943, « Didier » participe à la création des Mouvements unis de résistance – je rappelle que les MUR regroupaient les trois principaux mouvements de la zone Sud : Combat, Libération et Franc-Tireur. En outre, Didier prend une part déterminante à la création de deux organismes qui vont jouer un rôle capital dans la Résistance intérieure : le Noyautage des administrations publiques (NAP) et le Service des atterrissages et parachutages (SAP). Chef régional de l'Armée secrète en octobre 1943, il y intègre à la fois l'Organisation de résistance de l'armée (ORA), née de l'ancienne armée de l'armistice dissoute en novembre 1942, et les maquis, nés du refus des réfractaires au Service du travail obligatoire.

Nous sommes en octobre 1943 ; un mois plus tard, Chambonnet, nommé entre temps colonel, signe un accord avec les communistes du Front national et des FTP pour mener des actions communes. Couronnement de cette brillante ... on n'ose dire diplomatie, mais tout de même il s'agissait de réunir sous un même drapeau, au sein d'une même structure, des hommes aux engagements très différents, sinon contradictoires, et pourtant unis par leur commune volonté de chasser l'occupant et de mettre hors d'état de nuire ses collaborateurs, ce qui n'était sûrement pas une mince affaire eu égard aux très fortes personnalités des divers responsables ! Couronnement donc de cette brillante diplomatie : Chambonnet est nommé en janvier 1944 chef des FFI pour la région R1. Il va dès lors intensifier son action, notamment en mettant sur pied des Troupes spéciales insurrectionnelles (TSI), ce qui lui vaudra de voir sa tête mise à prix par la Gestapo lyonnaise : un million de franc est promis à, qui permettra d'en finir avec ce redoutable chef terroriste. Il échappe à l'arrestation le 8 juin ; deux jours plus tard, place des Terreaux ; il a moins de chance. Interné à Montluc, torturé, il est fusillé le 27 juillet, en compagnie des quatre autres résistants, sur la place Bellecour, devant le café du Moulin, où les Allemands ont leurs habitudes, qui a été visé par un attentat quelques heures plus tôt. Il ne verra pas la libération de Lyon, à laquelle il a pourtant tant contribué.

Neuf jours plus tôt, Alban Vistel a nommé **Raymond Basset**, alias Mary, commandant des FFI du département du Rhône.

Basset est un nouveau venu dans le département. Né à Chalon-sur-Saône en 1908, fils d'un ajusteur tué pendant la Grande Guerre, il était, avant 1939, employé au service des Eaux de Chalon et faisait partie des Jeunesses socialistes. Sous-officier, puis sous-lieutenant en 1939-1940, il rejoint la Résistance dès juillet d'abord au sein de réseaux belges et polonais, puis du réseau français Brandy, un réseau d'évasion dirigé par l'agent du BCRA Christian Martell, futur commandant du groupe de chasse Alsace, futur Compagnon de la Libération lui aussi. Il effectue plusieurs missions spectaculaires de sabotages d'installations électriques ennemies, dans le cadre de la mission « Armada », avant d'être parachuté dans la région de Duerne (Rhône) le 10 juillet 1944. A la tête de la mission « Gingembre », destinée à empêcher le repli des troupes allemandes remontant du Sud, il coordonne les actions des commandos SAS franco-anglais et des maquisards

Après sa nomination comme commandant départemental des FFI, Basset s'illustre par de nouvelles actions, telle la destruction d'un train de 46 wagons de carburant en gare vde Reventin-Vaugris (Isère), ainsi que celle de plusieurs trains blindés et du barrage de la Mulatière en juillet 1944. Dans les journées qui précèdent la libération de Lyon, il installe son PC au château de Saint-Laurent de Chamousset. Et c'est à la tête de ses SAS et de ses maquisards qu'il entrera dans Lyon libérée le 3 septembre pour y retrouver Alban Vistel et **Yves Farge**, que le général de Gaulle a nommé en avril précédent, sur proposition du Conseil national de la Résistance et du Front national, commissaire de la République pour la région Rhône-Alpes. Raphaël Spina en a retracé la carrière et les exploits, dont le principal et le plus spectaculaire est la libération des prisonniers de Montluc, le 24 août, avec le concours de **Jacques Maillet**, qui a remplacé Jacques Bingen comme délégué du GPRF pour la zone Sud, et a beaucoup œuvré dans les maquis de la région.

Je n'entrerai pas dans le débat qui oppose Vistel, partisan d'une action des maquis sur Lyon, à Maillet et à **Marcel Degliame**, inspecteur général des FFI de la zone Sud, qui prônent l'insurrection générale, sinon pour rappeler qu'en fin de compte ce débat est arbitré par **Paul Leistenschneider**, délégué militaire régional, qui rentre d'une mission dans le Vercors et s'emploie à préparer le terrain pour une intervention conjuguée des maquis de l'Ain et de l'Isère et des troupes américaines débarquées en Provence.

Pendant ce temps, les Allemands resserrent leur étreinte sur Lyon : la ville est étroitement quadrillée, des résistants sont exécutés, parmi lesquels le commandant **Gustave André**, inspecteur des transmissions pour la zone Sud, qui a été arrêté le 8 juillet place Bellecour et qui est exécuté à Limonest le 29 août. Les derniers jours, les dernières heures de la présence allemande sont marquées par la destruction de la gare de Perrache et le minage des ponts. Cependant, en fin de compte, les dégâts sont limités car l'ennemi est surtout soucieux de regrouper ses forces dans l'attente inéluctable de la remontée des troupes américaines et de la Première armée française.

Dans la nuit du 2 au 3 septembre, tandis que les Allemands quittent enfin la ville, les FFI entrent dans Lyon : « Une armée sortait de la terre, écrit Farge dans *Rebelles, soldats et citoyens*. Cette armée était portée par la volonté populaire, elle allait accueillir avec ses pauvres uniformes et ses armes de bazar les forces blindées alliées qui remontaient le Rhône. »

Commandée par le général **Brosset**, son chef depuis le 1<sup>er</sup> août 1943, la 1<sup>re</sup> DFL a participé très efficacement à l'enfoncement de la ligne Gustav. « De cette expérience nouvelle, écrit Brosset à sa femme, je tire la conclusion que je suis capable de mener le combat d'une division ; j'en doutais, mais la preuve est faite. » Cette découverte l'exalte. Dans une autre lettre à sa femme, il se décrit ainsi : « Je grimpe sur les chars en marche, j'engueule Pierre et Paul, je dis merde aux obus et ça avance. Je ne serai jamais un vrai général, mais ma division est une vraie division. » Il a raison : il ne sera jamais « un vrai général », c'est-à-dire un général

ordinaire. Il sera, il est, beaucoup mieux que cela : un vrai chef, un chef charismatique, toujours en tête de ses troupes, bousculant à la fois ses hommes et ses ennemis. Déroutant, fascinant, entraînant, il donne toute sa mesure lors de la prise de Rome, puis de la poursuite en Toscane : « C'est, écrit le général Juin, un chef jeune, ardent et intrépide, qui s'est donné de toutes ses forces et de toute son intelligence à sa bataille et qui l'a toujours bien conduite, à l'avant, comme il sied. »

Au début d'août 1944, la Division au complet embarque pour la Provence. Comme à son habitude, Brosset participe directement à tous les combats du débarquement, « mêlé à ses hommes, écrira l'un de ses adjoints, d'aussi près que je voudrais le voir faire à beaucoup de commandants de bataillon ». Le 23 août, il entre dans les premiers à Toulon, toujours occupée. Dans ses *Carnets de guerre*, publiés par Guillaume Piketty dans le passionnant recueil *Français en résistance* paru en 2009 dans la collection « Bouquins », il décrit d'un style nerveux, haché, qui lui est familier, les péripéties des combats contre les troupes allemandes qui refluent mais sans déposer leurs armes, l'accueil des populations libérées – « entouré de bras de femmes et de mains d'hommes, ovations, enthousiasme », écrit-il le 24 août – mais aussi les problèmes posés par les dissensions entre les généraux de Larminat et de Lattre. Problèmes aussi dus à la crise du carburant car les lignes de communication sont trop longues et le commandement n'avait pas prévu que la remontée vers Lyon serait aussi rapide.

Ces problèmes finissent par être réglés, mais ils ont entraîné de sérieux retards et Brosset et ses troupes n'entreront dans Lyon que le 3 septembre. Trois jours plus tard, il note dans ses *Carnets* que les renseignements reçus indiquaient des « résistances probables », et il ajoute : « En fait, Lyon était abandonnée de la veille au soir par les troupes allemandes. » Il faut reconnaître que ce résumé, même s'il a l'excuse d'être rédigé à chaud, est pour le moins cursif. Il passe en effet sous silence tous les événements qui se sont déroulés dans les jours précédents. Si les troupes allemandes avaient évacué la rive gauche du

Rhône dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 septembre, elles tenaient encore la rive droite et elles continuaient à tenir la rive gauche sous le feu de leurs mitrailleuses.

L'unité d'action de l'ensemble des forces de la résistance étant réalisée, l'offensive est déclenchée le 3 septembre, à 6 heures 30 du matin. Les FFI de Basset, les FTP du maquis de l'Azergues, le 1<sup>er</sup> Régiment de fusiliers marins de la DFL traversent le pont de l'Homme de la Roche et s'élancent vers la presqu'île, mais les Allemands ne les ont pas attendus. S'il est clair qu'ils ne vont pas s'accrocher, il n'est pas moins clair qu'ils laissent derrière eux des éléments retardateurs, appuyés par des miliciens, qui vont tirer le plus longtemps possible. Entretemps, Vistel est entré dans la préfecture désertée par l'occupant, le 2 septembre, vers 14 heures. Deux heures plus tard, il est rejoint par Yves Farge

Farge arrive donc à la préfecture vers 16 heures et sa première décision est de faire hisser le drapeau tricolore à la croix de Lorraine. Le symbole est puissant : c'est de cette minute en effet que l'on peut dater la libération de Lyon, même s'il subsiste encore des résistances ennemies. C'est bien à cette minute que l'on peut vraiment dire que la République française renaît de ses cendres dans la capitale des Gaules, devenue la capitale de la Résistance sous, l'impulsion de Jean Moulin, d'Henri Frenay, d'Alban Vistel, d'Albert Chambonnet, de Raymond Basset, d'Yves Farge, de Paul Leistenschneider, de Marcel Degliame, de Jacques Maillet, de Gustave André, de Diego, Brosset, tous reconnus par le général de Gaulle comme des Compagnons de la Libération.

Dans la matinée, Brosset a fait son entrée, avec un panache qui lui vaut une popularité immédiate. De Gaulle l'a nommé général de division et commandant d'armes de la place. Il monte le perron de l'Hôtel de Ville avec sa jeep, puis se promène dans les rues où l'on continue à tirer. Cette attitude commence par lui valoir quelques problèmes avec Yves Farge. Entre le commissaire de la République et le commandant d'armes, le courant ne passe pas : « Rencontre typique d'un guerrier buriné de la France Libre, note l'historien de la Résistance Robert Gildea, avec un

conspirateur, lunettes sur le nez, qui venait de sortir de l'ombre. » Ils commencent par se disputer : Brosset réclame tous les pouvoirs de police, qui, selon Farge, n'appartiennent qu'au commissaire de la République. En fin de compte, note Robert Gildea, « la question est résolue par le charisme de Brosset ».

Lyon est libérée, mais l'ordre n'est pas encore rétabli. Le 4 septembre, les rues sont parcourues d'hommes en armes d'obédiences incertaines ; des tirs provenant de la rive gauche du Rhône entraînent l'incendie de l'Hôtel-Dieu. Farge est époustoufflé de voir Brosset debout sur son *command-car*, le képi sur la nuque, la poitrine au vent, criant : « Bandes de cons, est-ce que ça va finir ? » et comme par miracle les armes se taisaient : « Je revois, écrit Farge, cette silhouette de héros au torse bombé, les deux poings sur les hanches, cet homme superbe dans sa prestance et dans son cri ; cette autorité de soldat qui, d'un mot cru, retourne la situation, puisque aussitôt la colère se mue en acclamations. »

La question est sans doute également résolue par le départ de Brosset et de sa division vers le tragique destin qui attend le chef de la DFL dans les Vosges quelques mois plus tard. Brosset quitte Lyon au lendemain de la prise d'armes présidée par de Lattre, qui se déroule sur la place Bellecour, le 5 septembre, à 16 heures.

Et, puisque j'ai commencé en évoquant la haute figure d'Alban Vistel, et avant de lui laisser le dernier mot, je voudrais rappeler le souvenir de son fils, Jacques, qui nous a quittés en 2017. Maître des requêtes au Conseil d'Etat, président de la Fondation de la Résistance, il appartenait au conseil d'administration de l'Association des Familles de Compagnon, où nous admirions la pertinence de ses interventions et la fermeté de ses convictions. Fils d'un grand résistant, il était profondément attaché aux idéaux de la Résistance, qui n'avaient cessé d'orienter sa vie et sa carrière au service de l'Etat et de la culture.

Le dernier mot, donc, à Alban Vistel : « La nouvelle de la Libération fait mieux qu'accompagner les pas des guerriers, elle les devance, écrivait-il dans *La Nuit sans ombre*. La population fait irruption dans les rues,



d'autant que cette fin d'été retient beaucoup de soleil. Enthousiasme, cris, tumulte, chants, foule soulagée qui reconquiert sa ville, qui réapprend et dans une liesse sans nuage, la ferveur des communions où se résorbent les solitudes. »

\*

### **Vianney Bollier**



**André Bollier (*Velin*) : un héros de la presse clandestine**



Mort tragiquement rue Viala le 17 juin 1944, André Bollier, qui était entré dans le mouvement COMBAT dès le printemps de 1941, a vécu à Lyon trois années d'une Résistance particulièrement intense.

André Bollier est né à Paris le 30 mai 1920, dans une famille où se conjuguait l'influence d'un père originaire de Zurich en Suisse alémanique et celle d'une mère franco-américaine née à Boston aux Etats Unis. Une fois mariés, ses parents, qui s'étaient rencontrés en travaillant dans la même société, décidèrent de faire leur vie en France et s'installèrent bientôt à Saint-Maur-des-Fossés près de Paris. André Bollier, « Mort pour la France », n'était donc pas français de naissance : il l'est devenu, avec ses deux frères, en décembre 1926 quand son père a demandé et obtenu leur naturalisation.

André Bollier fut un élève extrêmement brillant et précoce : il passa son certificat d'études en 1932 au Collège d'Arsonval à Saint-Maur avec mention « Très Bien » puis son Baccalauréat à tout juste 16 ans au lycée Janson de Sailly à Paris et fut primé au Concours Général en Mathématiques et en Physique. En 1938, il est reçu sixième à l'Ecole Polytechnique et troisième à l'Ecole Normale Supérieure. Choix peu courant, il préfère Polytechnique, qui lui paraît plus proche de la réalité économique et, fait important en ces temps troublés, plus impliquée dans l'action militaire.

Il rencontre Noëlle Benoit à Tignes lors des vacances de Noël 1938. Les deux jeunes gens se plaisent beaucoup et se revoient à Paris dès leur retour. Ils ne se contentent pas de promenades et s'intéressent aussi aux événements difficiles de cette année-là. Quand l'été arrive, ils espèrent se revoir dans le midi pendant les vacances mais les événements vont en décider autrement car, sans attendre la déclaration de la guerre, la promotion d'André Bollier est convoquée à Paris fin août 1939 et les élèves sont répartis dans diverses écoles d'officiers.

André Bollier choisit l'artillerie et, après une formation accélérée à Fontainebleau, il devient sous-lieutenant en février 1940. A la sortie, il demande et obtient un poste « au front », ce qui inquiète sa mère. De mars à mai, il subit les contradictions de la drôle de guerre puis devient le 10 juin officier de liaison à l'état-major de la division. Envoyé en reconnaissance, il est très grièvement blessé le 21 juin en essayant de forcer son passage à motocyclette dans un village bouclé par l'ennemi. Il est fait prisonnier et sera sauvé à l'hôpital de Lunéville par un chirurgien allemand. Le 20 septembre, il fait partie des quelques-uns que les médecins renvoient chez eux plutôt que de les faire partir pour l'Allemagne. Etait-il vraiment trop faible ou bien, comme le lui dit son chirurgien, jouait-il trop bien du piano ?

Après un séjour chez ses parents à Saint Maur, il rejoint l'Ecole Polytechnique qui doit réouvrir à Lyon le 1<sup>er</sup> novembre 1940. Il annonce à ses parents et écrit à Noëlle qu'en terminant ses études il sera « plus à même d'aider la France si l'occasion se présentait ». Très vite, cette deuxième année dans une Ecole devenue civile se met à lui peser et il écrit le 25 novembre : « Lyon (en fait Villeurbanne) est un patelin où il est normal et inéluctable que l'on devienne enragé ... On a décidé de nous affubler de culottes courtes et de nous faire faire beaucoup de sport ... » puis le 6 décembre 1940 : « Je m'abrutis, je travaille un peu et joue beaucoup de piano ». Il est vrai que le logement est spartiate, que le quartier est éloigné du centre-ville et que les loisirs sont rares. L'ambiance est d'autant plus tendue que les professeurs viennent de Paris et ont peu

de contacts avec les élèves et que la promotion compte une dizaine de morts au combat et près de cent prisonniers. La rancœur d'André Bollier vis-à-vis des responsables de la débâcle militaire est grande et se manifeste dans une dissertation du 23 janvier 1941 où il doit faire rapport à son chef de corps sur la campagne de Mai-Juin 1940 :

« Mon colonel,

Il m'est pénible de mettre un en-tête à ce rapport sans savoir à qui il est adressé. Qui fut en effet mon chef d'unité en mai-juin 1940 ? Le premier s'éclipsa le quinze mai. Quant au second ... (suite à une chute de bicyclette ...) il disparut aussi ...»

Dans ce contexte, l'idée de résistance se précise et André Bollier écrit à Noëlle le 18 janvier 1941 : « Toute la boîte est en effervescence et échafaude sans cesse des projets de grands voyages. Pour ma part, je commence à considérer cela sérieusement, et si les hôtes chez qui j'ai passé les grandes vacances viennent me voir à Lyon, je compte bien avoir mis de l'eau entre eux et moi. D'ailleurs, même s'ils renoncent à venir me voir, je pense partir quand j'aurai mon diplôme, dans six mois. »

Dès le printemps 1941, il est introduit dans la Résistance par son camarade de promotion Jean-Guy Bernard et commence à diffuser « Les Petites Ailes », le bulletin ronéotypé du mouvement COMBAT qu'Henri Frenay a fondé à Lyon. A Pâques, il considère que « l'organisation de l'Ecole a perdu ... le peu de dignité et de fermeté qui lui restait », et réfléchit à de nouvelles orientations car, depuis qu'il a enfin revue Noëlle, il souhaite qu'elle entre dès que possible dans sa vie.

Animé peut-être aussi par un sentiment d'urgence lié aux séquelles de sa blessure, il écrit en effet à Noëlle le 3 juin 1941 : « Ces trois mots en vitesse pour vous soumettre un projet qui me travaille depuis votre retour ... En combinant les tortillards, je peux arriver à Hyères à midi moins cinq et en repartir à sept heures ... » et il la demande officieusement en mariage. Il renonce donc à devenir ingénieur de l'Etat, trouve pour septembre un poste dans le laboratoire de recherche des

Câbles de Lyon et obtient parallèlement une bourse pour préparer le concours de l'auditorat au Conseil d'Etat.

Il a sur ces entrefaites, une réunion avec Henri Frenay le 10 juin 1941. Celui-ci, qui commence à structurer sérieusement son mouvement, lui propose de devenir le responsable national de la « propagande » et des jeunes au sein de Combat. Du coup, écrit à nouveau à Noëlle : « il est arrivé quelque chose que je ne peux pas vous écrire pour des raisons de prudence vis à vis de la censure possible » et fait un deuxième voyage express à Hyères. Après l'avoir écouté, Noëlle ne le détourne ni du mariage ni de la Résistance.

Enfin, et en même temps qu'il commence à réviser, il participe au grand concert dit du « Géné(ral) » que l'Ecole offre à la ville le 21 juin 1941, jour anniversaire de sa blessure. Il joue les Partita en mi bémol de Bach au théâtre des Célestins et se félicite que mille trois cents personnes soient venues « malgré la concurrence de la canne à pêche ». Il sort finalement quatrième de sa promotion et, peu après son arrivée aux Câbles, constate que son patron, Henri Domenach, a deviné son activité parallèle et la soutient discrètement. André Bollier devient alors « Lefranc » et, fidèle à son rôle d'imprimeur, il changera ensuite pour « Papier », « Carton », « Alfa » et finalement « Vélin ».

Le nouveau journal prend le nom de « Combat ». André Bollier se voit confier cette nouvelle mission et fait travailler la nuit des imprimeurs professionnels courageux ; il renforce son équipe pour distribuer le journal dans Lyon et la région et des expéditions par valises sont faites jusqu'à Toulouse et Montpellier. Aux informations que Vichy censure, le journal ajoute un contenu moral. Ainsi, dans « Combat » n° 40 du 1<sup>er</sup> décembre 1941 : « Nous voulons qu'à la défaite des armes succède la victoire de l'esprit ».

L'année 1942 va être pour André Bollier une année de double vie active et heureuse. C'est un jeune ingénieur brillant que les Câbles de Lyon apprécient pour ses qualités scientifiques mais aussi pédagogiques et humaines, qui le titularisent et qui « couvrent » ses absences. C'est un

jeune homme qui se marie à Hyères le 7 avril 1942 : Noëlle a fait le tour des fermes (à vélo) afin de garnir le repas et a déniché le tissu des robes de ses amies. Les cadeaux seront maigres mais précieux. Après une semaine de voyage de noces en Corse, ils campent à Lyon chez des amis car ils ont eu beaucoup de difficulté à trouver un appartement dans une ville surpeuplée de réfugiés. C'est un résistant qui se dote d'un bureau ad hoc dans le quartier un peu louche de la rue du Tonkin. Celui-ci sera vite découvert et l'arrestation de « Josette » est la première d'une longue série dans une équipe qui devra être reconstituée en permanence. Il y a aussi l'arrivée de Marinette Servillat, « Lucienne », qui ne commencera à travailler qu'après un mois « d'évaluation », et l'installation d'une imprimerie clandestine de fortune dans une maison isolée près de Crémieux, que les gendarmes repèrent et puis incendient pour n'arrêter personne.

La création d'un journal comporte de nombreuses tâches liées les unes aux autres. Il s'agit en effet de :

- Recueillir les informations,
- Trouver les sujets,
- Ecrire les articles,
- Trouver les photos,
- Composer les pages,
- Trouver un imprimeur,
- Trouver papier, encre et autres fournitures,
- Travailler la nuit,
- Stocker les journaux imprimés,
- Les distribuer : dans des valises enregistrées par le train pour les autres villes, dans les boites aux lettres ou aux passants dans la rue.

Enfin, l'équipe fabrique des faux papiers, grâce à Madame Gros, qui, à la mairie du septième arrondissement de Lyon, prête régulièrement pour une nuit les modèles des cachets nécessaires.

A la fin de l'année, le débarquement allié en Afrique du Nord entraîne l'occupation de la zone Sud par les Allemands et rend la vie dans cette

zone beaucoup plus dangereuse pour les Résistants et beaucoup plus difficile pour tous. Comprenant son devoir, la Résistance intérieure se rallie au Général de Gaulle comme en témoigne le n° 40 de « Combat » : « Un seul chef, de Gaulle ».

Pour André Bollier, l'année 1943 va être très différente de la précédente car l'accident d'une camionnette chargée de journaux interdits le 27 décembre 1942 conduit à son arrestation au café qui était sa boîte aux lettres à Côté des Câbles. Il a la chance et l'audace de pouvoir s'évader presque immédiatement de la gendarmerie du cours Suchet mais il ne peut plus habiter chez lui ni reprendre son travail. Il doit entrer en clandestinité et Noëlle, enceinte de huit mois, doit retourner chez sa mère à Hyères.

Il partage sa vie dangereuse avec ses camarades et, dans sa lettre du 10 avril 1943, fait part à Noëlle de sa souffrance devant les drames qui se produisent : « Notre vieil ami Fernand B. a été arrêté la semaine dernière ... C'est ainsi mon dernier collaborateur qui disparaît, puisque Madame Besson m'avait quitté huit jours avant, aussi tragiquement. Je sème le vide autour de moi et, décidément, les miracles se multiplient pour me garder la vie sauve ... ». Malgré ces difficultés, André Bollier veut aller plus loin et propose à Henri Frenay de créer de toutes pièces une nouvelle imprimerie dédiée et totalement clandestine. Frenay approuve et, une fois arrivé à Londres, il obtient le financement auprès du général de Gaulle.

Dès juillet, André Bollier loue donc à Lyon une ancienne usine qui comprend une petite villa et plusieurs pièces disposées autour d'une cour. Un mur protège l'activité et la toiture comprend une terrasse qui donne sur des jardins. La couverture est celle d'un « Bureau de Recherches Géodésiques et Géophysiques », ce qui permet d'obtenir rapidement le téléphone et l'électricité. Six à dix personnes vont bientôt travailler là sur une grosse machine achetée à Grenoble, que Vélin a appris à monter et à faire fonctionner.

Pendant ce même été 1943, deux événements contradictoires illustrent l'ambiguïté du régime de Vichy :

- d'un côté, André Bollier, « en fuite » est condamné le 26 juillet à cinq ans de prison et vingt-quatre mille francs d'amende pour « propagande de nature à nuire à l'intérêt national » et « fabrication et usage de faux papiers »,

- et, de l'autre, le même se voit attribuer le 3 août, la Croix de guerre avec étoile d'argent pour le courage et le « mépris absolu du danger » dont il a fait preuve pendant la campagne de 1940 ....

L'automne se passe sans que le débarquement espéré se produise en France et il faut attendre le début de 1944 pour que l'espoir renaisse à ce sujet. Le n°54 de « Combat » montre que le ton est devenu plus politique et tourné vers la Libération et le renouveau : « Ce que nous voulons : Des hommes nouveaux - Une presse nouvelle ».

Le 8 mars 1944, André Bollier, qui a un rendez-vous, y est accueilli par la Gestapo. Il est bientôt emmené et interné au Fort de Montluc et transféré chaque semaine pour quelques jours dans les sous-sols de l'ancienne Ecole de Santé Militaire où il est interrogé, battu et torturé. Là, il exaspère Barbie qui lui annonce le 1<sup>er</sup> mai son exécution pour le lendemain. Comme il a observé minutieusement les lieux et a fatigué ses gardiens par les demandes incessantes dues à sa dysentérie, Vélin joue alors le tout pour le tout et, le 2 mai, il s'élançait dans un couloir et se hisse dans l'avenue Berthelot par l'ouverture d'un vasistas du palier de l'escalier qui va au sous-sol. Quand il parvient chez son frère aîné, il y retrouve Noëlle qui, par sécurité, s'était repliée en Touraine avec sa fille de un an et qui, après sept semaines sans nouvelles, était revenue le jour même pour « essayer de faire quelque chose ». Après deux jours de repos, il rejoint la rue Viala où, avec l'accord des chefs du Mouvement et contrairement aux règles habituelles de sécurité, son équipe avait continué le travail.

Fin mai, Combat à Paris refuse le redéploiement que Vélin demande car il pense que l'approche du débarquement accroît trop les risques mais l'imprimerie de la rue Viala est vitale car elle travaille pour plusieurs journaux de la Résistance. Comme il se sait recherché, Vélin est armé et



redouble de précautions mais le climat général est à l'audace et plusieurs incidents de sécurité se produisent.

De leur côté, la Milice et les Allemands multiplient leurs efforts. L'imprimeur Pons est arrêté et Vélin, alerté, vide son imprimerie avant que les gendarmes ne la fouillent. Le 17 juin, est le seul samedi après-midi où Vélin et trois membres de l'équipe vont venir travailler : il doit partir le soir même en voiture car il veut rejoindre les armées en Normandie. Il passera par la Touraine pour embrasser Noëlle, qui, à nouveau enceinte, y était retournée la semaine précédente pour retrouver sa fille. On ne saura jamais comment elle a été renseignée mais la Milice pensait que le repaire de « terroristes » de la rue Viala serait désert. Le premier assaut fait un mort et un blessé grave (ou deux) chez la Milice et un mort à l'imprimerie : Francisque Vacher.

Pendant que plus de cent Allemands viennent en renfort et bouclent tout le quartier, les survivants discutent et Paul Jaillet choisit de se cacher sur place : il sera trouvé, torturé et abattu. Plus jeunes, Vélin et Lucienne s'échappent par la terrasse et fuient à travers clôtures et jardins jusqu'au cours Eugénie : ils se croient sauvés mais une mitrailleuse allemande les attend et les fauche quand ils traversent vers le refuge d'une maison amie. Vélin se sait condamné et se donne à lui-même le coup de grâce avec son revolver ; Lucienne le prend ensuite et l'imité mais heureusement se manque. Elle sera évacuée, opérée et sauvée.

Dans la confusion des combats pour la libération du pays, Noëlle n'apprendra la mauvaise nouvelle que progressivement et à partir de la fin de juin. Elle n'acceptera l'idée de la mort de son mari que sur preuves fin août et ne reviendra à Lyon qu'à la mi-septembre - après la libération de la ville.

« Combat », dont la rédaction était à Paris depuis juillet 1943, sortira son premier numéro « libre » le 21 août 1944 et, aussi longtemps que l'équipe issue de la Résistance sera en place, ce journal rendra hommage à Vélin et à ses compagnons morts avec lui.

André Bollier et douze autres membres du Groupe de la rue Viala ont reçu la Croix de Guerre avec Etoile d'argent par décret du 31 août 1945. Outre cette Croix de Guerre, et celle de la campagne de juin 1940, André Bollier a reçu la Croix de Guerre avec Palme et a été fait Chevalier de la Légion d'Honneur le 7 mai 1946. Il a été fait Compagnon de la Libération le 20 janvier 1946 et a reçu la Médaille de la Résistance avec Rosette le 3 août 1946. Il a été déclaré « Mort pour la France », ses services ont été régularisés par le grade de Commandant et sa condamnation de juillet 1943 a été annulée ... Ses deux enfants ont été « Adoptés par la Nation » et Henri Frenay a été le parrain de son fils.

En 1945, la ville de Saint-Maur a donné son nom à la rue de son ancien collègue et à un bâtiment de celui-ci. La ville de Lyon a donné son nom à la rue où il habitait avec Noëlle près des Câbles de Lyon. Une cérémonie se tient en outre tous les ans le 17 juin rue Viala. A Saint-Maur, une « Association des Amis d'André Bollier » a recueilli des fonds qu'elle a consacrés à un monument au collègue d'Arsonval et à des dotations pour l'éducation de ses deux enfants.

Le procès de la Milice qui a eu lieu en 1946 est resté superficiel et n'a apporté aucune lumière sur la genèse de l'attaque. Il n'a pas cherché non plus à dissiper une version fautive des circonstances de la mort de Vélin, qui, longtemps « officielle », attribuait les deux coups de grâce à un militaire allemand de passage ...

Après avoir donné naissance à son fils en novembre, Noëlle mettra environ deux ans avant de pouvoir reprendre vraiment sa vie en main et deviendra professeur d'anglais dans un lycée lyonnais. Elle élèvera ses enfants avec un grand souci de leurs études et restera toujours proche de son mari par le cœur et la pensée. Les polytechniciens et les résistants lyonnais seront pour elle de vrais amis. Elle a été longtemps vice-présidente de l'association des veuves de guerre et a reçu la Légion d'Honneur en 2006.

André Bollier, mort à vingt-quatre ans, continue à vivre non seulement dans le souvenir et l'histoire de la Résistance mais aussi dans le cœur de ses enfants et de ses petits-enfants et arrière-petits-enfants. Le temps a

passé : la liberté semble aller de soi dans la France d'aujourd'hui et le progrès économique a apporté davantage d'aisance matérielle à un grand nombre d'entre nous. Un peu de réflexion sur les événements de chaque jour nous rappelle cependant que l'homme est resté terriblement égal à lui-même et nous montre que certains des problèmes de nos sociétés, que l'on croit résolus, ne demandent qu'à renaître en se transformant. Malgré les apparences, l'idéal qui a animé Vélín et l'équipe de la rue Viala reste donc bien actuel : résister pour rester digne, informer pour maintenir l'espérance et accepter de mourir pour la liberté. Si ce message perdure, Vélín, n'aura pas été seulement un « héros », il deviendra peut-être un « symbole », c'est à dire un signe qui ne meurt jamais.

\*

**Gilles-Pierre Levy**



## Jean-Pierre Levy



Jean-Pierre Levy est né à Strasbourg en 1911 d'une vieille famille alsacienne, fondamentalement française. Sa mère était surnommée « *Französisches Kopf* » (« Tête de française ») par ses enseignants Prussiens. Après des études de commerce, il devient cadre commercial dans une entreprise de sacs, Veil et Cie. Ceux qui le nomment ont beaucoup de doutes sur la capacité de ce garçon réservé, voire trop sérieux, à réussir dans la vente. De fait, la première année il a les moins bons résultats de la société. Mais à partir de la deuxième, il a les meilleurs...

On étend sa zone à la Bourgogne. Il parcourt ces régions qu'il va très vite, bien connaître, ce qui lui sera fort utile par la suite. Il fait la campagne de 1939-1940 comme lieutenant d'artillerie et en revient avec la croix de

guerre. Un épisode caractéristique est celui de l'arrivée de sa batterie au front. Il faut creuser des trous. Personne n'en a envie. Les hommes sont fatigués. Le lieutenant ne l'accepte pas et donne l'exemple en commençant lui-même. Tout le monde suit en râlant. Dans la nuit, les Allemands bombardent les lignes Françaises. Il y a des morts et des blessés dans les batteries voisines. Aucune perte dans celle de Jean-Pierre LEVY. Après cela, l'autorité du lieutenant n'est plus guère discutée...

A sa démobilisation, à l'été 1940, il n'accepte ni la défaite, avec le sentiment qu'on ne s'est pas assez battu, ni le nazisme, qu'il exécra, ni la collaboration, ni le sentiment de « lâche soulagement » que ressentent beaucoup de Français à l'arrêt des combats. Son état d'esprit est raconté par un de ses amis alsaciens qu'il croise par hasard à la gare de Valence et qui désespère : « que peut-on faire ? ». La réponse est claire, raconte cet ami : « Il faut se battre, il faut se battre, il faut se battre !! ».

### **Les débuts.**

Après avoir envisagé de partir à Londres, il pense pouvoir être plus utile en France. Il reprend des fonctions dans son ancienne entreprise, en étant basé à Lyon et en profitant de son emploi pour se déplacer. Après quelques actes symboliques, tels la production d'une carte postale représentant la cathédrale de Strasbourg avec une carte de France, il rejoint un petit groupe - Antoine Avinin, Pierre Soudeille, Elie Péju, Georges Vavasseur, Auguste Pinton,... -, dit « France Liberté », qui se réunit à Lyon, sous prétexte de jouer aux cartes, et qui veut agir. Ces hommes sont de métiers très différents -employé, libraire, entrepreneur en déménagement, etc.-et d'opinions politiques diverses -radicaux, socialistes, communistes, jeune République-. Leurs discussions aboutissent début novembre 1940 à l'idée de créer une organisation clandestine.

Bien que le plus jeune, Jean-Pierre Levy s'impose comme chef par son autorité comme par son intense activité. Il voyage sans arrêt dans toute la région pour trouver des contacts, récolter de l'argent et constituer des groupes. Au-delà de l'édition de quelques tracts, sur le conseil d'Henry

Frenay, l'équipe lance un journal, qui donnera son nom définitif au mouvement, « Franc-Tireur ». Les moyens sont maigres.

Le journal commence avec un tirage sur une ronéo puis un imprimeur, Henri Chevalier, qui le payera plus tard de sa vie, lui permet de changer de dimension. Il est mensuel « dans la mesure du possible et par la grâce de la police du Maréchal » selon son sous-titre. Il passe de 5 000 exemplaires en novembre 1941 à 150 000 en août 1944. Les aspects de la lutte se diversifient avec la mise en place de services de renseignements, d'aide aux aviateurs alliés, d'organisation de groupes francs, de recrutement de groupes qui allaient devenir des éléments de l'Armée secrète, de lutte contre le STO ainsi que d'établissement de maquis dont celui du Vercors.

### **Le ralliement à la France Libre et l'union de la Résistance.**

Jean-Pierre Levy a des contacts avec l'Intelligence service comme avec les représentants de la France Libre. Il rencontre Jean Moulin dès janvier 1942. L'envoyé du Général de Gaulle travaille à l'unification de la Résistance derrière celui-ci. Les discussions entre lui et les chefs des trois grands mouvements - Combat, Libération et Franc-tireur - sont difficiles. Jean - Pierre Levy jouera un rôle de conciliateur tout au long du processus qui confirmera le ralliement de la Résistance intérieure à la France Libre et la constitution des Mouvements Unis de Résistance. Il deviendra avec Henri Frenay et Emmanuel d'Astier de la Viguerie membre du directoire des MUR.

A la demande du Général de Gaulle, il se rend à Londres en avril 1943. Le départ ne réussit qu'à la troisième tentative, après avoir attendu en vain une fois un Lysander, une fois un sous-marin. Il y rencontre non seulement le Général de Gaulle à plusieurs reprises, mais aussi la plupart des responsables de Londres, et cela d'autant plus que son séjour est prolongé d'un mois à la suite d'un accident à l'occasion d'un entraînement au saut en parachute pour préparer son retour. Il est nommé membre du Conseil national de la Résistance, mais doit être représenté à sa première réunion, se trouvant lui-même à Londres. Il rentre en France en juillet 1943.

## **Les arrestations.**

Jean-Pierre Levy est conscient des risques qu'il encourt. Il aura six pseudonymes différents. Il multiplie les précautions pour lui comme pour les membres de Franc-tireur. Il est arrêté quatre fois. D'abord à Clermont-Ferrand, où il se disculpera en arguant de sa croix de guerre et de son nom de Levy qui lui interdirait tout écart de conduite.

La deuxième fois, il trouve la police à son PC, mais les deux jeunes femmes qui sont présentes, Micheline Eude et France Péjot, prennent tout sur elles ; France Péjot le fait passer pour son fiancé auquel elle aurait caché qu'elle-même avait des activités illégales. Il est relâché alors qu'elle se retrouvent en prison.

La troisième fois, en décembre 1942, il est arrêté et longuement interrogé. Les policiers ne voient pas qu'il a sur lui, cachée dans du papier hygiénique, une deuxième carte d'identité. Ce n'est que quelques heures après l'avoir relâché qu'ils comprennent à qui ils avaient affaire. Un mandat d'arrêt est lancé mais trop tard, Jean-Pierre Levy est rentré dans la clandestinité.

Lorsqu'il revient de Londres, il sait qu'il est identifié et mesure les risques qu'il prend - et encore n'va-t-il pas vu l'organigramme de la Résistance reconstitué par la Gestapo, sur lequel il figure sous son pseudo de Gilles et qu'il ne verra que des années plus tard au musée le l'Ordre de la Libération. Mais il n' imagine pas de laisser ses amis de Franc-tireur en restant lui en sécurité à Londres.

De fait, En septembre 1943, il tombe dans une souricière dans l'appartement de Paris dont Médéric lui a donné les clefs à Londres, tout en lui recommandant d'attendre deux mois pour s'en servir. Malheureusement la Police a aussi attendu deux mois... Heureusement un policier, bien que pas totalement dupe, le fait passer pour un droit commun.

Une première tentative pour le faire évader durant son procès, en plein Palais de justice, menée par Serge Ravanel, échoue.

La deuxième tentative est menée par un groupe franc dirigé par Charles Gonard : après l'avoir fait passer pour gravement malade avec la complicité de l'interne en médecine de la prison, le fourgon qui le transporte pour le soigner à Fresnes est attaqué en plein Paris avec succès.

### **La Libération.**

Jean-Pierre Levy reprend sa place dans la Résistance et notamment au Conseil National de la Résistance. A ce titre, il est à l'Hôtel de Ville quand le détachement du capitaine Dronne entre à Paris et défile derrière le Général de Gaulle sur les Champs Elysées le 26 août 1944.

### **L'après-guerre.**

Après la guerre Jean-Pierre Levy sera 35 ans un grand serviteur de la République : directeur d'administration centrale au ministère de l'industrie, inspecteur général de l'Industrie, conseiller d'Etat en service extraordinaire, président du Centre national d'exploitation des Océans, président des jurys d'HEC, de l'ISA et de son école de commerce de Strasbourg, membre ou président de multiples conseils d'administration et commissions. Il reste fidèle à ses amis de la Résistance. Il crée Revivre, une œuvre d'aide et d'accueil pour les orphelins de la Résistance. Il est au conseil du Comité des Œuvres Sociales de la Résistance, le COSOR, dont il prend la présidence au décès du Père Chaillet. Il est très actif dans les organisations d'anciens résistants, CVR, CAR, etc. C'est dans son salon, avec des hommes comme Pierre Sudreau, Jean Matteoli ou Jean Brennas, notamment, qu'est imaginée et lancée il y a un peu plus de vingt ans la Fondation de la Résistance. Fidèle à ses idées, il était aussi un militant de la Ligue contre le Racisme et l'antisémitisme -qui dut à son intervention d'ajouter le mot « racisme » dans son titre-comme de la Ligue des droits de l'Homme ou des Villages d'enfants SOS.

« Modeste et résolu », selon les termes du Général de Gaulle, Jean-Pierre LEVY est, avec Henri Frenay et Emmanuel d'Astier de la Vigerie, de la première promotion de la Résistance intérieure à la dignité de compagnon



de la Libération. La décoration lui est remise, sous le pseudo de Gilles, à Londres en 1943 par le chef de la France Libre. Grand-Croix de la Légion d'Honneur, il était titulaire de la croix de guerre, de la médaille de la Résistance et membre du conseil de l'Ordre de la Libération. Jean-Pierre Levy était clairement un homme de courage et d'action. Mais c'était d'abord un homme qui ne transigeait pas avec certaines valeurs, quel qu'en soit le prix.

### **Les proches et notamment les Lyonnais**

Il est bon de rappeler quelques noms ,même si beaucoup d'autres pourraient être cités : Peju, le père tranquille, et ses fils et belle-fille, Soudeille, Avinin, Charles Gonard, les Deschamp de Miribel, qui l'ont abrité le temps de changer d'identité, le Père Chaillet qu'il allait voir dans sa cellule à Fourvière...Claudius-Petit, faussaire remarquable, Marc Gershell, Georges ,dit Jean-Paul Guidollet, premier préfet d'Annecy à la Libération, à 24 ans, les Calament, sans compter ceux qui n'étaient pas du même mouvement mais dont il s'est toujours senti très proche comme les époux Aubrac , Alban Vistel, Claude Bourdet, Daniel Mayer, ou, bien sûr, Henri Frenay et d'Astier de la Vigerie

Les femmes peu, pas assez, décorées mais qui ont pris tous les risques : des Lyonnaises comme Mme Geneste et ses nièces, les demoiselles Escoffier, France Péjot-Jarre, arrêtée trois fois et déportée, Cécile Hermann, Béatrice Arzt, ou à Paris, Louise Moreau, depuis député et maire de Mandelieu, mais aussi sa mère, une infirme héroïque, Mme de Montreynaud, ou Janine Carlotti, qu'il épousera en seconde noces, arrêtée, torturée, qui n'a pas parlé, déportée...

### **La transmission**

Comment le message a-t-il été transmis ? A ses enfants, d'abord par toutes ses amitiés d'après-guerre. Les vacances sont l'occasion de rencontres multiples et d'accueil plus que chaleureux de ceux de la Résistance.

Par l'exemple dans la poursuite de son combat par des articles contre le négationnisme, pour la mémoire de ses camarades.

Par son rôle au sein des associations qui portent des messages proches et puis enfin par la création de la **Fondation de la Résistance**, avec le souci de pérenniser le message de la Résistance au-delà de la vie des anciens résistants et à l'intention de tous.

Par son aide fréquente aux historiens de cette époque et puis, sur la fin de sa vie, par l'écriture, sous la pression de ses proches, de ses mémoires, avec l'aide d'une historienne, Dominique Veillon.

Enfin, peut-être surtout, par son exemple...

\*

**Serge Devigny**



**André Devigny, une vie de combats pour la France et  
pour la liberté**



**André Devigny** est né le 25 mai 1916 à Habère Lullin (Haute Savoie) dans une famille d'agriculteurs et de militaires de forte tradition patriotique.

## **LA GUERRE**

Elève pupille de la Nation (père grièvement blessé en 1916) à l'Ecole Normale d'Instituteurs de Bonneville, la préparation militaire supérieure et la déclaration de guerre conduisent le jeune sous-lieutenant du 5<sup>e</sup> RTM (Régiment de Tirailleurs Marocains) André Devigny en première ligne en Lorraine. En décembre 1939, après une préparation d'artillerie, la position tenue par sa section est violemment attaquée par une compagnie allemande. Dans cet affrontement meurtrier à un contre trois, il engage une contre-attaque à la baïonnette après épuisement des munitions et les survivants parviennent à repousser l'ennemi en lui infligeant de lourdes pertes. Cette action lui vaut, à 23 ans, la première Légion d'Honneur de la guerre. Grièvement blessé à Ham en mai 1940, il est évacué vers l'hôpital de Bordeaux. Voulant rejoindre Londres à la fin de 1940, il contacte les services de renseignements britanniques qui, compte tenu de son appartenance au 5<sup>e</sup> RTM l'orientent sur le Maroc, à Port Lyautey, pour participer à la préparation du débarquement allié, lequel aura lieu le 8 novembre 1942. Reçu au concours d'admission à l'Ecole de Saint Maixent, il rejoint la Métropole, mais l'invasion de la zone sud par l'armée allemande, en novembre 1942, le met en congé d'armistice.

## **LA RESISTANCE**

Afin de poursuivre le combat, il prend contact avec le consul anglais à Genève qui le recommande au Colonel GROUSSARD. Ce dernier lui confie la mission d'organiser un réseau de renseignement militaire couvrant la zone sud de la France.

Ce réseau dit "Gilbert" est rapidement constitué, opérationnel et efficace. La préparation du débarquement en Provence, du sabotage de la poudrerie de Toulouse, et l'exécution du dangereux chef du contre-espionnage italien, sont parmi ses premières tâches. Il crée également un service de passage vers la Suisse qui sera utilisé par toute la Résistance

Infiltré par un redoutable agent double (celui qui arrêtera Jean Moulin), le réseau est trahi mais restera opérationnel grâce à son cloisonnement. André Devigny, son chef, est arrêté en gare d'Annemasse par la GESTAPO le 17 avril 1943, et l'un de ses adjoints abattu à Lyon.

Interné au fort Montluc à Lyon et torturé par le sinistre Barbie, le lieutenant Devigny tente une première évasion au cours d'un transfert, mais est aussitôt blessé et repris. Prisonnier indomptable, il prépare minutieusement son évasion, lorsque le 20 août 1943, Barbie lui notifie sa condamnation à mort par la cour martiale allemande. Le 24 août il met son projet à exécution et s'évade de nuit dans des conditions spectaculaires, relatées dans son livre *Un condamné à mort s'est échappé*, paru en 1956, puis portées à l'écran par Robert Bresson dans un film primé au festival de Cannes en 1957.

Après son évasion, poursuivi et traqué, il réussit à rejoindre l'Afrique du Nord après un bref séjour dans les geôles espagnoles. Volontaire au bataillon parachutiste de choc, il participe au débarquement en Provence en août 1944 et remonte vers l'Allemagne avec les armées alliées. En 1944 il est nommé capitaine, puis fait Compagnon de la Libération, et en 1946 promu chef de bataillon. Il a trente ans.

### **LES FORCES FRANCAISES EN ALLEMAGNE**

Il effectue ensuite son temps de commandement, notamment en Allemagne au 7<sup>e</sup> RTA (Régiment de Tirailleurs Algériens) où il s'attache à faire de son unité un exemple d'excellence, particulièrement aux yeux des Alliés. Le Général Eisenhower, commandant des forces alliées en Europe, lui fait l'honneur d'une visite en souvenir du débarquement de 1942 au Maroc.

### **LES SPORTS MILITAIRES**

Au cabinet du ministre des Armées, en 1951, André Devigny assure la direction des sports militaires, du bataillon de Joinville et de l'École de Haute montagne de Chamonix. Il s'attache à développer les synergies entre les valeurs sportives et militaires, puis engage résolument les sports

militaires dans de nombreuses compétitions internationales. Il est élu président du CISM (Comité International des Sports Militaires) à l'unanimité des 23 nations adhérentes.

## **L'ALGERIE**

Colonel, chef de secteur opérationnel dans le sud algérien de 1955 à 1962, il est de nouveau blessé au combat en mai 1959. Son efficacité opérationnelle est remarquée, mais aussi ses qualités d'administrateur et d'homme de paix, lesquelles lui ont valu, durant près de trois décennies, les visites régulières à domicile de délégations de nomades sahariens venus lui soumettre les divers problèmes de leur collectivité. Durant la tragique période d'achèvement du conflit, il prend position pour la légalité républicaine.

## **LES DEFIS DES ANNEES SOIXANTE**

Rentré en métropole il dirige la préparation militaire supérieure de Paris et la préparation militaire parachutiste pour l'ensemble du pays. Le général de Gaulle le délègue pour siéger à la Cour de Sureté de l'Etat, où ses positions modérées et pragmatiques sont appréciées par toutes les parties. Il l'affecte en 1965 au cabinet du chef d'état-major de l'Armée de Terre en tant que Directeur du « Service Action » du SDECE (Service de Documentation Extérieure et de Contre-Espionnage) avec direction de la délégation annuelle française au comité allié.

Il met en œuvre la réorganisation de grande ampleur nécessitée par la nouvelle donne internationale. Les dures missions du « Service Action » dans un contexte d'enjeux majeurs et de tensions exacerbées au Moyen Orient, dans le Pacifique, en Afrique, et à l'Est, ont porté très haut les responsabilités confiées par l'Etat à André Devigny. Par ailleurs, il s'attache avec opiniâtreté à faire admettre l'importance de préparer la guerre clandestine dès le temps de paix.

Promu général en 1971, il se retire ultérieurement dans sa Haute Savoie natale d'où, à l'occasion de nombreuses interventions publiques, il adresse aux jeunes générations un message martelant la valeur de l'exemple et le

prix de la liberté. Une suite ininterrompue d'actions et d'engagements héroïques pour la France et la liberté, plusieurs blessures, 12 citations, les distinctions de Compagnon de la Libération et de Grand Officier de la Légion d'Honneur, de nombreuses décorations étrangères, ponctuent un parcours militaire exceptionnel.

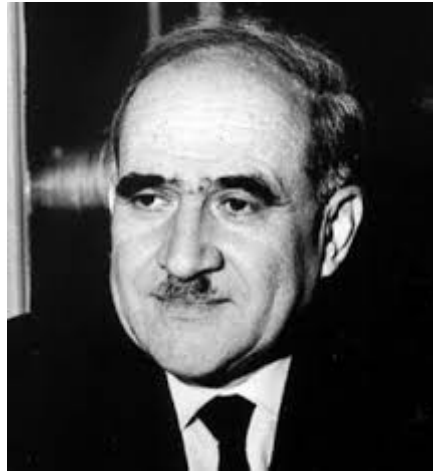
En février 1999, le petit cimetière d'Hauteville-sur-Fier accueille un grand soldat.

\*

### **Antoine Armand**



**Louis Armand (1905-1971), les années lyonnaises**



Permettez-moi de vous remercier, Monsieur le Préfet de Région, pour votre accueil et pour le merveilleux moment de connaissance et de partage que nous vous devons aujourd'hui.

Il me faut vous dire dès maintenant que cette intervention va commettre un double écart. Le premier, du fait qu'elle ne s'en tiendra pas aux années 1939 - 1945, tant il semble que tout le parcours de Louis Armand avant et après la guerre permette d'illustrer l'homme et son engagement dans la Résistance.

Le deuxième écart sera avec l'intitulé proposé : Louis Armand n'a, en tout et pour tout, passé que près de trois ans à Lyon et dans le Rhône ; parler de ses « années lyonnaises » pourrait donc sembler réducteur, si ce n'est inexact.

Et pourtant, à la réflexion, Lyon apparaît dans la vie de Louis Armand comme le lieu des départs et des arrivées, des étapes et donc des bilans.



Commençons en 1922. Le jeune Louis arrive à Lyon, au lycée du Parc, pour une classe préparatoire en mathématiques spéciales. C'est déjà, pour ce jeune élève précoce originaire de Cruseilles, un petit bourg haut-savoyard situé entre Annecy et Genève, l'accès à un monde nouveau et la poursuite de sa passion première : les sciences. Fils de deux instituteurs de la région, eux-mêmes issus d'une famille de paysans, il démontre rapidement ses talents scolaires et scientifiques - pendant la Première Guerre mondiale, à peine adolescent, il œuvre à trouver des plantes médicinales et à travailler pour le pharmacien du village. Excellent élève, il intègre ensuite le lycée Berthollet d'Annecy, avant Lyon. La classe préparatoire au lycée du Parc s'avère un moment heureux pour Louis Armand, dont le séjour lyonnais restera marqué par son appartenance au « gang du cirage » de l'internat et autres facéties...

Nous le retrouvons à Lyon plus de dix ans après, en 1934. Jeune père de famille, il s'installe avec sa femme Geneviève place Jean-Macé, à Lyon, après avoir été recruté par la compagnie du Paris-Lyon-Marseille, qui deviendra bientôt la SNCF. Entretemps, il a découvert le « grand monde » à l'Ecole Polytechnique, où il a été admis en 1924, puis à l'école des Mines. Le jeune ingénieur, après quelques années dans le centre de la France passées à travailler sur les eaux minérales, est repéré par des cadres du PLM. L'année 1934 à Lyon est donc consacrée à la découverte de celle qu'il appellera ensuite sa « patrie professionnelle » : contrairement à d'autres ingénieurs, il commence dans un service technique, le service traction, et profite de ces débuts pour découvrir l'ensemble des départements de l'entreprise à Lyon.

Nous voici ensuite en juin 1952, sur le quai de la gare de Lyon Perrache. Louis Armand, alors directeur général de la SNCF, y pose le pied. Il descend du premier train électrifié qui vient d'assurer la liaison Paris-Lyon, prouesse technologique préparée de longue date. En 1952, c'est un personnage public à part entière et l'essentiel de sa carrière comme de sa vie se trouvent derrière lui. Il est, depuis 1949, le dirigeant de cette entreprise publique qu'il aime tant, et qui œuvre pour la reconstruction du pays. Il a ensuite et surtout été reconnu, par décret du 18 novembre 1944, Compagnon de la Libération par le général de Gaulle.

Observateur attentif et inquiet de l'évolution allemande d'avant-guerre – on a retrouvé chez lui un exemplaire scrupuleusement annoté de *Mein Kampf* qui témoigne d'une prise de conscience précoce –, Louis Armand met à profit la situation des ingénieurs du « traitement intégral Armand »<sup>46</sup>, qui lui répondent directement, pour recueillir dès 1940 des informations cruciales sur les déplacements de l'ennemi. S'ensuit la grande aventure de la Résistance, qu'il connaît en tant que résistant de l'intérieur, préoccupé à la fois par la subsistance des Français (et donc par le fonctionnement minimal des transports) et par la nécessité de s'opposer à l'ennemi. Il s'agit pour lui de donner le change face au régime de Vichy, ce qu'il fait visiblement assez bien, puisqu'en 1942, Laval lui propose de devenir secrétaire d'Etat à la Production industrielle. Après l'arrestation de Jean-Guy Bernard et alors qu'il est déjà bien intégré au réseau NAP-fer<sup>47</sup>, Louis Armand prend la tête du mouvement et s'attèle à la préparation du « plan Vert », qui doit identifier les points ferroviaires nodaux à faire tomber pour faciliter le débarquement et la reconquête.

---

46 Le traitement intégral Armand, breveté et mis en œuvre dès 1939, a été inventé par Louis Armand pour régler le problème de la calcification des chaudières des anciennes locomotives usant du charbon. Se met donc en place progressivement un réseau d'ingénieurs « TIA » directement responsables du dosage de ce traitement administré localement.

47 Noyautage des administrations publiques, pour le volet ferroviaire.

Il est arrêté à son tour en juin 1944 et reste détenu jusqu'en août - un moment court dans sa vie et son parcours de résistant, mais qui reste un moment-clef de l'histoire familiale. Certes, à Lyon en 1952, la carrière de Louis Armand n'est pas achevée. Il continue, avec une énergie remarquée, à œuvrer pour la SNCF et pour la mémoire de la Résistance cheminote, en soutenant le fameux film *La Bataille du rail*, qui donne volontiers l'image quelque peu exagérée, il faut bien le reconnaître, d'une entreprise tout entière résistante. Il défend avec ardeur le projet européen en président la commission qui donnera naissance à Euratom, puis en présidant même Euratom à partir de 1958 - un poste auquel il renonce peu après, alors que le général de Gaulle est réticent devant tout projet de nucléaire civil européen.

Voilà, en quelques mots bien incomplets et imprécis, ce que fut la vie de Louis Armand - une vie que j'ai découverte et appris à appréhender autrement, en tant qu'arrière-petit-fils, donc avec beaucoup de distance et de liberté. Parce que la mémoire et la tradition familiale m'y ont amené et ramené à de multiples reprises, parce que j'ai choisi à mon tour, à près de cent ans d'écart, de servir l'Etat et mon pays, cette vie a très fortement résonné en moi. J'en retire un double souffle, que je me permets aujourd'hui de partager avec vous.

Une inspiration, d'abord. Plus qu'un modèle qui contraint et qui peut écraser, une inspiration appuie, encourage, invite. Et c'est bien une inspiration que le regard infailliblement optimiste de Louis Armand vers l'avenir ; lui qui, dans sa cellule en 1944, réfléchit à l'électrification des chemins de fer ; lui surtout qui a tenté de trouver un équilibre entre sabotage ferroviaire et préservation du réseau, justement parce qu'il savait, parce qu'il croyait en la fin de la guerre.

Conséquence de cette inspiration, une injonction. Une injonction à agir, sans cesse, en particulier, selon son expression, pour rendre au pays tout ce qu'il nous a donné. Cette injonction, qui l'a probablement lui-même traversé pendant son engagement résistant, pendant toute sa carrière passionnée à la SNCF, pendant sa défense acharnée du projet européen - cette injonction demeure.

Ainsi, en redécouvrant sa vie mais aussi en écoutant cette inspiration et cette injonction, progressivement, Louis Armand est devenu - ou plus exactement redevenu - mon arrière-grand-père.

\*

**Clôture du colloque « Les Compagnons de la Libération dans le Rhône »**



De gauche à droite : Antoine Armand, Vianney Bollier, Serge Devigny, Jean-François Muracciole, Gilles-Pierre Lévy pendant l'allocution de clôture du Préfet Pascal Mailhos

*Allocution de M. Pascal MAILHOS*  
*Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes*  
*Préfet du Rhône*

Messieurs les Généraux,  
 Monsieur le Président de l'Association des Familles de Compagnon de la Libération,  
 Mesdames et Messieurs les responsables d'associations patriotiques et d'anciens combattants,  
 Mesdames et Messieurs,

L'histoire des Compagnons de la Libération rejoint souvent des histoires personnelles : ce colloque nous l'a rappelé. Je pense particulièrement aux

parents ou arrière-grands parents des témoins que nous avons entendus, et aux membres des familles de Compagnons ici présents. Notre histoire vit dans le présent.

Ce colloque nous a aussi montré que les Compagnons ne sont pas des modèles ou des exemples, mais des boussoles. Il importe de ne pas nous sentir écrasés sous le poids d'un appel à les imiter, mais plutôt de nous élever avec eux, de les comprendre, de nous en inspirer.

Ce colloque nous a permis, enfin, de redécouvrir ces Compagnons par le biais des interventions d'historiens et des témoignages des descendants. Ces derniers, notamment, ont apporté un regard nouveau, d'autant plus difficile à livrer qu'il exige d'allier l'émotion de l'attachement à l'éloignement du temps, le sentiment et la distance, la proximité et le recul.

De ce colloque, que pouvons-nous conserver ?

Nous pouvons d'abord garder ce souffle de fraternité. La fraternité unissait les Compagnons dans les combats de la Libération, et c'est de fraternité dont nous avons aussi besoin aujourd'hui. Mais, de la fraternité, nous oublions parfois jusqu'au nom. Charles Péguy la décrivait comme la « *cousine pauvre de la République* ». Pourtant, en 1848, elle était au centre de la devise républicaine. Elle réconciliait ainsi la liberté et l'égalité. Elles les gardait de s'entrechoquer, de se contredire, voire de s'annuler. Notre Nation a beaucoup reçu des Compagnons. Tel est le sens de la fraternité : recevoir, et donner à son tour.

Ce colloque nous incite donc à transmettre les valeurs qui animaient les Compagnons, ce partage, cette générosité, ce don de soi, jusqu'au sacrifice. La fraternité fait grandir un pays. Une Nation qui ne transmet pas ce qu'elle a reçu est vouée à mourir. La France fut petite lorsque, sous Vichy, elle fut mesquine et vengeresse. Pourtant, grâce aux Compagnons, la France de Pétain n'était déjà plus la France. Elle vivait dans le cœur des Compagnons, et c'est par eux que la France fut grande. Grande parce qu'elle partage. Grande parce qu'elle donne. Grande parce qu'elle se donne.

De ce colloque, nous pouvons aussi tirer des enseignements de mémoire. La mémoire n'est ni glorification, ni simple regard sur le passé : les Compagnons nous parlent de nous. Ils nous parlent d'aujourd'hui. Pour les jeunes générations, les Compagnons de la Libération sont une source d'engagement, de volonté, d'abnégation dans un combat toujours renouvelé pour une liberté jamais complètement acquise. Dans nos moments de découragement, dans nos instants de doute, il suffit de la lecture d'un ou deux parcours de Compagnons pour voir poindre un nouvel espoir.

De ce colloque, en somme, nous ne repartirons pas seulement avec des connaissances nouvelles. Nous avons puisé à la source même des valeurs des Compagnons. Nous y avons redécouvert les racines de l'engagement. Nous y avons trouvé une flamme, une force et un élan.

\*

## Mur des Compagnons

—

### **Quarante-et-un Compagnons de la Libération nés ou morts dans le département du Rhône, ou y ayant œuvré**



Pascal Mailhos avec Jean-Paul Neuville, président de l'AFCL @HW

A Lyon, dans le couloir conduisant à son bureau, Pascal Mailhos, le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, vient de faire poser les portraits de 43 Compagnons de la Libération, nés, ayant vécu ou qui sont inhumés dans le département du Rhône. Prochainement, le préfet devrait faire apposer une plaque à la mémoire de trois de ses prédécesseurs, qui ont reçu la croix de la Libération : Emile Bollaert (qui a pris ses fonctions en 1934), Yves Farge (nommé dès avril 1944 par le général de Gaulle) et Pierre Bertaux (1947-48).

- René AMIOT (1914 – 1985)
- Roger ANDRÉ (1914 – 1999)
- Gustave ANDRÉ (1908 – 1944)
- Pierre AUBERTIN (1915 – 1949)
- Antoine AVININ (1902 – 1962)
- Raymond BASSET (1908 – 1984)
- Adrien BERNAVON (1912 – 1943)
- Pierre BERNHEIM (1884 – 1944)
- Pierre BERTAUX (1907 – 1986)
- Émile BOLLAERT (1890 – 1978)
- André BOLLIER (1920 – 1944)
- Albert CHAMBONNET (1903 – 1944)
- Guy CHAULIAC (1912 – 2005)
- Daniel CORDIER (1920 – )
- Henri DEBIEZ (1920 – 1944)
- Pierre DEJUSSIEU-PONTCARRAL (1898 – 1984)
- Laure DIEBOLD (1915 – 1975)
- Antoine DUCHÊNE (1913 – 1943)
- Yves FARGE (1899 – 1953)
- Pierre FINET (1893 – 1962)
- Henri FRENAY (1905 – 1988)
- André GENET (1914 – 1945)
- Henri GORCE-FRANKLIN (1906 – 2000)



- Marcel GUILLOT (1914 – 1984)
- Georges HÉRITIER (1914 – 1996)
- Aimé LEPERCQ (1889 – 1944)
- Hugues LIMONTI (1921 – 1988)
- Charles LUIZET (1903 – 1947)
- Louis MAGNAT (1915 – 2012)
- Henri MALIN (1912 – 2003)
- Henri MONTFORT (1909 – 1984)
- Théodose MOREL (1915 – 1944)
- Jean MOULIN (1899 – 1943)
- Élie PÉJU (1901 – 1969)
- Lazare PYTKOWICZ (1928 – 2004)
- Paul RIVIÈRE (1912 – 1998)
- Rémy ROURE (1885 - 1966)
- Antoine ROUSSELOT (1919 – 1999)
- Jacques TROLLEY DE PRÉVAUX (1888 – 1944)
- Henri VILTARD (1923 – 1947)
- Alban VISTEL (1905 – 1994)